
Robert Mencherini

Président de PROMEMO

Lorsque vous lirez ce *Bulletin de Promemo*, sera paru un nouveau volume – le n° 4 (*Cos-Dy*) – du *Dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*, auquel collabore notre association. La nouvelle série du «Maitron» se poursuivra encore pendant quelques années, au fil de l’alphabet. Autant dire que nous travaillons dans la longue durée et que nous sommes assez peu sensibles aux effets de modes.

Et pourtant, il est difficile de résister aux sirènes commémoratives, surtout lorsqu’elles semblent chanter faux et de manière totalement décalée par rapport à la vérité historique. Nous avons donc décidé d’éditer un numéro spécial du *Bulletin de Promemo* consacré à Mai 1968 en Provence en prenant notre temps, ce qui nous fait sagement parler du mai provençal en automne.

Nous ne prétendons pas asséner des vérités définitives à ce propos. Il est évident que les analyses véritablement historiques font encore défaut (voir ma contribution «La grève – de la recherche historique – est-elle finie?») et que la mémoire de ces «événements» est assez largement conflictuelle. On pourra le constater à la lecture des cinq témoignages de dirigeants de l’époque (extrême gauche, PCF, CGT, FEN, CFDT) recueillis par Gérard Leidet et Jean-Claude Lahaxe.

En revanche, nous estimons indispensable, comme toujours, d’apporter notre pierre et d’inciter à faire le point sur ces «événements» de la manière la plus scientifique possible, en utilisant des sources multiples, publiques ou privées. On en trouvera un exemple dans l’article d’Emmanuel Arvois sur la grève ouvrière à Marseille qui s’attache à définir une chronologie fine de celle-ci et de ses objectifs. C’est dans le même esprit que Patrick Hautière relate le mouvement dans le Var et Jean-Claude Lahaxe celui des communistes de Martigues.

En contrepoint de publications qui ont, pendant longtemps, regardé le mouvement avec les lunettes du Quartier latin – tendance qui heureusement commence à s’estomper – nous avons essayé de donner quelques aperçus d’une histoire au ras des départements, des entreprises ou des établissements scolaires de notre région. À voir dans ces deux cas, le témoignage d’Honoré Charrière sur les docks et les usines de Port-Saint-Louis du Rhône ou la synthèse effectuée par Yolande Le Gallo-Delcroix sur le lycée Beaussier dans la cité ouvrière de La Seyne dans le Var.

Mais le monde ouvrier n’est pas un univers clos. Il était impossible, même si ces deux événements n’ont pas affecté directement la grève ouvrière, de ne pas évoquer la crise qui touche pendant le printemps et l’été 1968, deux festivals devenus un peu emblématiques de notre région : le festival de Cannes (voir l’article de Henri Lajous) et celui d’Avignon (voir le document de presse). Quoi que l’on pense de leurs modalités (qui ont fait couler beaucoup d’encre) ces deux phénomènes sont aussi significatifs de l’ampleur de la contestation qui a secoué la société en France à ce moment-là.

La chronologie et les deux rubriques «Notes de lecture» (autour de Mai 68) et «Sur le Web ouvrier» (avec le site «Dissidences») rejoignent notre thème principal.

TRIPLET AU PARC BORELY
20 partants
 (DÉTAILS PAGE 2)

23 PARTANTS
A LONGCHAMP

FRIGEAVIA

la machine à laver
 le meilleur investissement de votre budget
AGENCE REGIONALE
 74, Av. de la République - Marseille 131
 Tél. : 77.11.50 - 78.83.82

tierce
SOIR

N° 1.000
 SAMEDI 11
 DIMANCHE 12
 MAI 1968
 0 fr. 50

PRIX DES GRAVILLIERS
 5^e course - Handicap
 70.000 fr. - 1.550 m.
 Grande piste
 Deuxième poste

20.000 ÉTUDIANTS ET LA POLICE SE SONT AFFRONTÉS
LES COMBATS ONT DURÉ JUSQU'À L'AUBE

NUIT DE SANG ET DE FEU A PARIS

1.200 BLESSÉS

L'U.N.E.F. : "La police a utilisé des grenades au chloro, au sulfure et à l'ammoniaque"



Toute la nuit, les étudiants de diverses universités de province à l'assaut des barricades. Mobs de milliers de jeunes gens dans une rue de Paris, malgré l'opération de la police.

Imposant mouvement de solidarité à Marseille

- Manifestation à 18 h. au monument des Mobs
- Une délégation reçue par le Conseil municipal

Voir en page 3, l'appel lancé à la population

CHATEAU FORT : confirmation espérée

Propriétaire	Entraineur	P.B.	1967	Classe	Indice	Poids	Sexe-Age	Origine	Meilleure performance	Gains
P. Guez	C.W. Be-Robert	501	1	FAO GLAZ	W. Paves	50	H 12	Mairie de Thiais	2 4 (1971) 500	30.000 F
M. Bouchard	A. Baud	502	2	HONORICE	J. Tallier	50	H 14	La Ferrière de Suresnes	105 (2) 1 12	134.000 F
Ch. D. d'Orsay	C. Brédant	503	3	TRADY	R. Larnaud	50	H 14	Haguenau de France	2 (1971) 5 1 4	25.811 F
P. Goffin	A. Baud	504	4	INDULGENCE	R. Coustaut	50	H 14	Château de France	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
C. Duranton	A. Lave	505	5	ENCOLADE	A. Sponville	50	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	25.811 F
Ch. de Montigny	A. Tard	506	6	ALICE	R. Larnaud	50	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
Noblet Hubert	J. Guarnier	507	7	GARATE	P. Paves	50	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
J. Paves	A. Lave	508	8	FRANC REN	A. Ranaud	50	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
A. Baud	K. Laves	509	9	CARDONS	A. Ranaud	50	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
C. Duranton	A. Baud	510	10	CHIBIC	J. St. Martin	50	H 14	Château de France	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
J. Paves	A. Baud	511	11	LA NICE	A. Larnaud	50	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
L. Bouchard	O. Paves	512	12	LJVES	M. Paves	50	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
J. Paves	A. Baud	513	13	CHARLES FORT	J. L. Duran	50	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
M. H. Sautel	C. Brédant	514	14	ECLAT D'OR	G. Tubert	50	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
A. Baud	L. Coustaut	515	15	CHARLES FORT	M. Paves	50	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
M. Calvane	Ph. Laves	516	16	LOUL	A. Guez	49	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
C. Duranton	L. Coustaut	517	17	SILAGE	C. Sponville	49	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
A. Baud	S. Tard	518	18	MON COLONEL	C. Ranaud	49	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
M. H. Sautel	S. Tard	519	19	BOUMBOUM	A. Guez	49	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
A. Baud	G. Paves	520	20	CARDONS	R. Larnaud	47	F 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
M. H. Sautel	A. Baud	521	21	PHILO	M. Paves	47	F 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
C. Duranton	A. Baud	522	22	NAPOLÉON	A. Guez	45	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F
C. Duranton	M. Paves	523	23	P.T. ROY	C. Sponville	45	H 14	Préfecture de Charente	2 (1971) 5 1 4	103.250 F

VETEMENTS
Bayard
 Costume léger Eclair/Tripoli tout confort
249 F
MANTEX

Lundi à Marseille à 20 h. 30 en salle Valier (Bd Boisson)
"La France au défi", une conférence-débat
 avec Jean-Jacques Servan-Schreiber

En page 13 les performances
 En page 14 sites des engagés

Vive la mode fleurie... vous aimerez les
CHAUSSURES Jimmy

Le Soir, 11 mai 68. L'édition vespérale du Provençal (de tendance socialiste) annonce les affrontements de Paris et une première manifestation à 18 h 00 aux « Mobs » (en haut de la Canebière).

Mai-juin 1968 à Marseille et dans la région : la grève (de la recherche historique) est-elle finie ?

Robert Mencherini

Pour un chercheur en histoire sociale et politique, la première question qui se pose à propos de la vague de grèves de mai-juin 1968 dans la région est celle de son historiographie. Le constat est sans appel. Il n'existe pas, à ce jour, d'étude universitaire solide de cette période ni pour Marseille, ni pour la région provençale (nous donnons toutefois à la fin de cet article un « aperçu bibliographique » d'études réalisées dans la région). Comment expliquer une pareille carence ?

Faut-il supposer que ceux qui étaient en capacité de susciter ces études ne l'ont pas fait ? Pourtant, beaucoup d'historiens chercheurs ou d'enseignants-chercheurs en titre ont été les acteurs-témoins de ces événements. Force est de constater que la plupart ont privilégié pour leurs propres travaux d'autres périodes ou d'autres lieux. Mais la question ne se limite pas à ce niveau. Les étudiants eux-mêmes – y compris très engagés – n'ont pas été demandeurs. Je peux témoigner, comme d'autres collègues universitaires, qu'en dépit des sollicitations, le sujet n'intéressait que peu ou prou les candidats à la recherche historique.

Il ne s'agit pas de se lamenter, encore moins d'invoquer le fameux « recul » temporel supposé indispensable pour toute étude historique : on sait qu'il n'est qu'un alibi. La principale raison, à mon avis, de l'intérêt médiocre suscité par le sujet, est que, de fait, il n'était pas perçu comme un véritable problème historique.

Au niveau national d'abord. Pourquoi étudier une période sur laquelle on pense que tout a été dit ? Par ailleurs, on sait, depuis longtemps, que les études historiques répondent à des questions posées par le temps présent.

Et, sans négliger l'effet « quarantenaire », la remise en cause vigoureuse de Mai 1968 et de ses conséquences supposées, au cours de la dernière campagne pour les élections présidentielles par le candidat Nicolas Sarkozy, a certainement joué dans la floraison actuelle d'ouvrages concernant la période. Bien sûr, la plupart ne sont pas des analyses historiques et l'avenir dira s'il s'agit d'un simple feu de paille idéologique. Mais la prise de position de Nicolas Sarkozy n'est peut-être que la partie émergée d'un iceberg.

Le reclassement en cours des principales forces politiques et sociales en France, qui s'accompagne d'une relecture de leur histoire et de celle du pays, est nécessairement confronté aux événements de Mai 1968 : ces derniers ont eu des effets très importants, sinon décisifs, pour la plupart d'entre elles, depuis la droite jusqu'à l'extrême gauche. Cette affirmation constitue d'ailleurs déjà une option de recherche, à condition de dépasser le récit factuel détaillé des quelques semaines toujours évoquées pour travailler dans une moyenne durée. Ce questionnement peut aussi jouer en faveur de véritables études scientifiques de la période qui, certes, sont d'un autre ordre, mais peuvent bénéficier de ce regain d'intérêt.

Le problème est encore plus complexe à l'échelle régionale. Pourquoi étudier les événements de mai-juin 1968 à Marseille ou en Provence si l'on pense – au mieux – qu'ils ne constituent qu'un décalque des « événements » parisiens ? Or, les premières publications, les recueils de témoignages ou de documents de quelque notoriété ont privilégié pendant longtemps la capitale.

Pourtant, il serait étonnant que les « événements » dans une région dont on connaît les spécificités, en particulier en matière de mouvement ouvrier, ne soient qu'une copie conforme des parisiens. Formulons quelques hypothèses à ce propos, essentiellement à partir de Marseille et des Bouches-du-Rhône, mais qui peuvent, sans doute, être étendues à l'ensemble de la région.

D'abord, en ce qui concerne le phénomène qui a longtemps focalisé l'attention : le mouvement étudiant. La Fa-

culté de Sciences de Saint-Charles à Marseille ou la « nouvelle » Faculté des Lettres d'Aix ne sont ni la Sorbonne, ni Nanterre. Le climat y paraît incontestablement plus sage, et peut-être, la composition sociologique différente, mais nous manquons d'études à ce sujet. Nous n'avons également que peu de données fiables sur l'extrême gauche et son influence réelle. Les analyses font défaut sur le courant anarchiste ou sur les syndicalistes-révolutionnaires de l'École Émancipée comme sur les petits noyaux, alors récemment détachés du PCF et de l'UEC qui se répartissent entre courants trotskistes (principalement JCR et « Groupe 66 » à Marseille) et maoïstes (à signaler que l'un des plus anciens, mais moins implanté en milieu universitaire, est, dans la région marseillaise, organisé autour de *l'Humanité nouvelle*, « marxiste-léniniste »). Le rôle du PSU, où se retrouvent des anciens de la SFIO, du Mouvement de Libération du Peuple et de futurs maoïstes, organisation complexe qui s'inscrit dans la dynamique unitaire de la gauche, mais se démarque du PCF en 1968, n'est pas à négliger.

Similitude avec l'extrême gauche parisienne, beaucoup de ces militants se sont formés dans l'opposition à la guerre d'Algérie pour les plus âgés et surtout à la guerre du Vietnam. Mais, et c'est sans doute une spécificité locale, une jonction s'est effectuée dans les Bouches-du-Rhône entre les « Comités Vietnam » et un Mouvement de la Paix qui entretient des rapports très tendus avec le PCF. Ces liens ont-ils joué en mai-juin 1968 ?

Il convient également de regarder de près ce que l'on appelle le « mouvement étudiant ». Aux différences de sensibilités politique et de culture (la Faculté de Droit d'Aix ne fait pas grève) s'ajoute ici la dichotomie Aix-Marseille, sans parler de la toute jeune Université de Nice. Mais il ne faudrait pas que le terme générique « étudiant » masque (et c'est peut-être une différence avec Paris) le mouvement lycéen, en particulier la grève précoce des élèves des Centres d'enseignement technique (CET). Le mouvement dans les établissements scolaires du second et premier degré demanderait une étude spécifique (en lien aussi avec l'importance du cou-

rant « Unité et Action » au sein de la FEN dans la région).

Ensuite, à propos de la grève ouvrière. Il existe aujourd'hui un consensus assez important sur la nécessité de s'y intéresser sérieusement et de ne pas cantonner les recherches aux épisodes sorbonnards. Des travaux ont d'ailleurs été effectués en ce sens dans quelques régions¹. D'autres, en cours, vont apporter de très précieux renseignements sur Marseille².

Mais, pour le moment, nous sommes dépourvus d'analyses fines sur la chronologie propre des grèves ouvrières dans la région. Est-elle totalement alignée sur la chronologie nationale ? Nous manquons également d'éléments sur les conditions de l'occupation des entreprises et sur son organisation. On peut déjà supposer qu'elles n'ont pas été identiques dans tous les secteurs. Dans certaines entreprises, la syndicalisation a été consécutive au mouvement. Est-on, de ce point de vue, dans un processus du même type que celui qu'Antoine Prost a mis en évidence pour le Front populaire ?

On s'accorde aussi pour replacer cette question dans une moyenne durée en s'attachant aux mouvements qui ont précédé la grève générale. Mais il faudrait aussi prendre en compte des facteurs socio-économiques. Ici, en mai-juin 1968, les « bastions » ouvriers (construction et réparation navales, bassin minier de Gardanne, huileries, industries alimentaires etc.) existent encore et sont souvent concentrés dans les proches banlieues. Ils constituent le socle traditionnel d'une CGT, largement majoritaire dans le monde syndical.

La création de la zone de Fos-sur-mer, alors en gestation, la crise des années 1970 transformeront en profondeur ces traditions, cette géographie et ce tissu industriels. La diminution tendancielle des effectifs ouvriers, les fermetures de grandes entreprises (Chantiers de Port-de-Bouc en 1966, par exemple), l'accroissement du chômage laissent entrevoir ces mutations. La grève de mai-juin 1968

.....
1. Voir la rubrique « Notes de lecture ».

2. Voir, dans ce *Bulletin*, l'article d'Emmanuel Arvois.

s'inscrit donc assez précisément dans ce moment de retournement de conjoncture. Mais est-il vraiment perçu ? Et quel est son impact sur la mobilisation ouvrière ?

Les attitudes des diverses unions ou directions départementales (CGT, CFDT, CFTC, FO, FEN, CGC) et de leurs syndicats méritent également attention dans un département où le mouvement ouvrier est généralement reconnu comme plus radical qu'au niveau national. Il s'agit non seulement de recueillir les communications officielles des organisations, mais de s'intéresser surtout à leur fonctionnement, leurs débats internes et leurs rapports avec les confédérations (ou les directions nationales) à ce moment-là.

Une synthèse devrait aussi prendre en compte les disparités entre zones de forte et faible (voire très faible) mobilisation. Qu'en est-il, en particulier, des zones rurales (sans compter l'action des syndicats et organisations agricoles) ?

Enfin, au sujet de l'impact politique de mai-juin 1968. En règle générale, celui-ci est réduit aux affrontements ressasés entre l'extrême gauche et le PCF, aux résultats électoraux des législatives de juin ou à l'évolution politique ultérieure des divers courants. Bien évidemment, ces dernières indications sont nécessaires et elles doivent être solidement établies pour la région. Mais sont-elles suffisantes pour apprécier véritablement les effets politiques du mouvement ? Nous ne savons que peu de choses sur les débats internes « à chaud » dans les formations politiques, grandes ou petites. Une collecte de témoignages et de documents privés s'impose donc rapidement à ce niveau.

L'ensemble des organisations est concerné, droite incluse - au passage, signalons que l'on a d'ailleurs tendance à sous-estimer l'importance de l'extrême droite dans la région dans ces années-là.

Des éléments précis sur l'extrême gauche, sa composition sociologique, ses débats, etc., permettraient de confronter sa réalité régionale aux images colportées autour des dirigeants nationaux de ces organisations (pour la plupart parisiens). En ce qui concerne plus précisément les grandes formations se réclamant du mouvement ouvrier, les questions portent le

plus souvent sur le Parti communiste. Mais, dans un département comme les Bouches-du-Rhône – et d'autres sans doute – où le courant socialiste a toujours été fortement implanté et où Gaston Defferre est maire de Marseille, il apparaît essentiel d'apprécier également les réactions au sein du Parti socialiste. Il convient de ne pas négliger non plus l'action des organisations chrétiennes souvent très présentes dans la région (JOC, JOCF, ACO, par exemple).

Un thème peu abordé est celui de la place des femmes dans le mouvement, sinon pour soutenir, de manière erronée à mon avis, que Mai 68 donne immédiatement le signal des nouvelles mobilisations féministes. Certes, dans la région, des femmes s'affirment comme dirigeantes du mouvement. Mais les nouvelles organisations qui posent la question de l'IVG ou de la place des femmes comme le MLAC, et, à Marseille, les « Groupes femmes », ne se développent qu'ultérieurement, non sans susciter d'ailleurs de grands débats au sein des organisations « soixante-huitardes ».

Voici donc quelques suggestions, bien incomplètes et évidemment en débat, pour une étude historique de la grève générale de mai-juin 1968 en Provence. Le travail est d'importance. Sans compter que nous n'avons pas évoqué l'histoire, encore à faire, de la mémoire de cette crise³.

Or, dans l'historiographie de la mémoire de Mai 1968, le 40^e anniversaire devrait occuper, avec toutes ses ambiguïtés, une place non négligeable. Il a été marqué, en effet, par un paradoxe. D'une part, à un niveau ou un autre, un accord semblait se faire : on admettait, peu ou prou, tout en étant réservé sur le fond, que les circonstances conjoncturelles qui avaient vu naître le mouvement appartenaient au passé. Mais, de l'autre, Nicolas Sarkozy dénonçait les effets (néfastes) de Mai 68, prolongés jusqu'à nos jours, qui alimenteraient le laxisme... et le capitalisme sauvage actuels.

.....
3. À lire déjà pour une approche de l'historiographie et la mémoire de la période au niveau national, Michelle Zancarini-Fournel, *Le moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Le Seuil, 2008.

Quoi que l'on pense de ces appréciations, c'est peut-être ainsi que se constitue un objet historique, entre événement et longue durée, dans le souci de dégager le conjoncturel du permanent, quel que soit le contenu donné à ces deux facettes. Certes, il nous semble plus conforme à la réalité de considérer Mai 68 comme la plus grande grève ouvrière qu'ait connu le pays que comme la glorification du «capitalisme sauvage». Mais souhaitons simplement que le relais de la polémique soit pris par la recherche.

Aperçu bibliographique sur mai-juin 1968 en Provence

La moisson des travaux spécifiques sur ce thème fut particulièrement maigre. Mais nous sommes persuadés qu'il existe pourtant des études locales ou des témoignages méconnus. À titre d'exemple, nous donnons ci-dessous quelques titres. Nous souhaitons que nos lecteurs nous permettent d'enrichir cette liste (y compris avec de la littérature dite «grise», c'est-à-dire non publiée) et nous nous engageons à dresser, dans un prochain numéro de ce *Bulletin*, la liste des publications qu'ils nous auront fait parvenir.

Bruce Alderman, *Les événements de mai 1968 à Aix-en-Provence*, mémoire de maîtrise d'histoire, dir. Claude Mesliand, Université de Provence, 1984.

Paul Cambioni, Francis Aghedu, *Notre journal de lutte en mai-juin 1968*, Paris, Institut d'histoire sociale de la Fédération des cheminots CGT, 1996, 96 p.

Frédéric Eldin, *Avignon 68, à la croisée des contestations ou Le mouvement de mai-juin 1968 dans l'agglomération d'Avignon et son prolongement durant le XXII^e Festival*, maîtrise d'histoire contemporaine, dir. Robert Mencherini, Université d'Avignon et des pays de Vaucluse, 1996.

Signalons aussi que le *Bulletin de Promemo* a déjà publié, en mai-juin 2004 (numéro 2), deux articles sur mai 68 :

Colette Drogoz, «Chronologie du mouvement ouvrier à Marseille en mai 1968 à travers le quotidien *La Marseillaise*» (p. 16-17); Gérard Leidet, «Un entre deux mai ? Quelques aperçus sur le mouvement enseignant, le SNI et la FEN dans les Bouches-du-Rhône en mai-juin 1968» (p. 18-21).

Mai-juin 68 à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône : grève ouvrière de masse, grève prolongée, grève continuée

Emmanuel Arvois

Les grèves de mai-juin 1968 à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône frappent par leur caractère extrêmement massif et leur durée : à compter du vendredi 17 mai, elles touchent les principaux secteurs et entreprises pendant 4 semaines, et débordent sur une cinquième pour les dockers marseillais¹. Elles se caractérisent aussi par l'importance de la vague d'occupation des lieux de travail : usines, entreprises, équipements (dépôts, gares, port, etc.), administrations et services².

Dans cette ville et ce département prédominant alors nettement, au sein du mouvement ouvrier, l'influence syndicale de la CGT et l'influence politique du Parti communiste (PCF). Le déroulement des événements permet de mettre en évidence les tournants de la confrontation sociale et politique en lien avec les inflexions stratégiques de l'une et de l'autre de ces deux organisations.

La persistance de la grève au-delà de Grenelle, puis du discours de De Gaulle le 30 mai, amène, quant à elle, à s'inter-

roger sur la dynamique et les motivations de ce mouvement.

VERS LA GRÈVE DE MASSE

L'initiative étudiante joue début mai un rôle moteur, à Marseille comme ailleurs. La réussite de la grève du 13 mai et la puissante manifestation marseillaise³ viennent clore ici aussi la première phase du mouvement.

Après le 13 mai, les perspectives se précisent pour le PCF, comme pour la CGT. Le communiqué du bureau politique du Parti communiste du 14 mai assigne notamment comme objectif au mouvement « d'en finir avec le pouvoir gaulliste⁴ ». La perspective d'un changement de pouvoir est clairement énoncée : « Si l'entente des partis de gauche ouvre demain une perspective claire, les jours du régime de pouvoir personnel seront comptés. » La dimension politique de la lutte engagée est nettement assumée par la CGT aussi. Cela ressort sans ambiguïté des orientations données au plan national par son comité confédéral national (CCN) réuni le vendredi 17 mai. Celui-ci fixe le cap au moment où la CGT investit ses forces militantes pour la construction d'un mouvement de grève de très grande ampleur, avec occupation⁵.

Dans ces conditions, le mouvement social qui s'amorce entre le 13 et le 20 mai au plan national et s'affirme avec vigueur à Marseille conjugue deux dynamiques. D'une part dans le temps court, celle d'une grève « pouvant ouvrir la voie à une relève démocratique », d'autre part, dans une durée plus longue inscrite dans une montée des luttes sociales depuis le milieu des années 1960, sa dimension revendicative.

.....
1. La reprise du travail n'est acquise pour les dockers (à distinguer des salariés « parapublics » du PAM) que le mercredi 19 juin, lors de la dernière assemblée générale, groupant 2 500 travailleurs, d'un mouvement prolongé animé par la CGT avec le soutien d'une petite section CFDT. Source : Archives départementales des Bouches-du-Rhône (AD BdR), cabinet du préfet, 135W349, dossier port, messages des RG du port, n° 104 et 105.

2. Le dossier complet des télégrammes biquotidiens adressés par le cabinet du préfet, au ministre de l'Intérieur notamment, conservé aux AD BdR sous la cote 135W349, rend compte de ces aspects quantitatifs, à la fois sur l'effectif des grévistes, la variété des secteurs concernés, et le nombre des occupations. La synthèse de renseignement du 27 mai indique ainsi pour le secteur privé 175 usines en grève dont 93 sont occupées.

.....
3. *La Marseillaise* titre le 15 mai sur 50 000 manifestants à Marseille, les RG dans une synthèse finale sur les événements en comptent 16 000 (AD BdR, 135 W 350).

4. *La Marseillaise*, 15 mai 1968, page 8.

5. La déclaration du CCN indique notamment : « Le mécontentement longtemps accumulé trouve maintenant sa pleine expression. (...) L'évolution de la situation donne une nouvelle dimension à la lutte entre les forces ouvrières et démocratiques et un pouvoir placé devant la faillite de sa politique. » Déclaration reproduite *in extenso* par *La Marseillaise*, le 18 mai 1968.

UNE GRÈVE MASSIVE ET PACIFIQUE

Les sources policières locales⁶ illustrent l'implication de l'Union départementale CGT (UD CGT) des Bouches du Rhône et de ses branches dans la construction du mouvement de grève avec occupation. Le samedi 18 mai, alors que la grève démarre dans la métallurgie (réparation navale notamment), et surtout à la SNCF et aux Postes et Télécommunications⁷, les Renseignements Généraux font état de consignes de l'Union départementale pour « (...) que soit poursuivie dans toutes les entreprises la consultation des travailleurs sur le principe de la grève *et l'occupation des établissements*⁸ » [Je souligne, EA.]

Dans le département, on constate une impressionnante extension du mouvement à partir du mardi 21 mai : grève totale ou quasi-totale à la SNCF, aux Postes et Télécommunications, à la RATVM et à l'EDF ; grève totale sur le port et chez les marins (les équipages débrayent au fur et à mesure de l'arrivée des bateaux) ; grève massive (quasi totale en fait dans les plus grands établissements) dans la métallurgie, la chimie, la pétrochimie et le bâtiment, avec approfondissement en direction des plus petits établissements ; enfin extension à de nouveaux secteurs : transport, alimentation (fabrication et distribution), commerce, fonction publique (éducation et hôpitaux), banque, compagnies de navigation et compagnies aériennes, administrations publiques (Sécurité sociale, CAF...) ⁹, etc.

.....
6. Notamment telles qu'elles apparaissent synthétisées dans les télégrammes bi-quotidiens du cabinet du préfet au ministres de l'intérieur, AD BdR, 135 W 349.

7. Télégramme du 18 mai, matinée : « PTT : le mouvement a débuté à 0h30 au tri de Marseille-Gare (1300 pour 4 brigades). Il s'est étendu en début de matinée aux services d'exploitation (6 bureaux sur 34) et aux ambulants de la gare de Marseille St-Charles (...). SNCF : l'accès des gares de marchandises Blancarde, Arenc, Le Canet et des gares voyageurs Marseille St-Charles, Aubagne, Arles, Martigues, Port de Bouc, Istres et Miramas est interdit par la fermeture des grilles et la présence de piquets de grève. Le trafic est nul ».

8. Additif de la synthèse du 18 mai émanant du Service régional des Renseignements généraux, AD BdR 135 W 349.

9. Télégrammes matin et soir, 21 mai. 135 W 349.

Ainsi le vendredi 24 mai, au lendemain du rejet de la motion de censure contre le gouvernement, alors que De Gaulle doit s'exprimer, deux télégrammes de synthèse sont adressés au ministre de l'intérieur. Ils constatent la généralisation quasi universelle de la grève et la pression qu'exerce, à ce moment là, le mouvement gréviste sur l'ensemble de la société.

Une révolte donc, mais calme, contenue dans les formes assez ritualisées de l'occupation d'entreprise¹⁰. Le mot d'ordre de grève insurrectionnelle est constamment combattu. Il est certain que cet aspect prend une dimension particulière dans un département où les grèves des années 1947-1950 et les lock-out qui les ont accompagnées, laissent un souvenir douloureux à une CGT qui s'est reconstruite par un patient travail syndical au long des années 1960.

C'est dans ce contexte de grève générale massive et pacifique que se prépare le premier tournant du mouvement, à Marseille et au plan national, avec le début, le samedi 25 mai, des négociations de Grenelle. S'ouvre alors une nouvelle séquence : la dimension de « lutte politique de masse » de la grève recule au profit, après le 27 mai et le résultat de Grenelle, de la « lutte pour les revendications ouvrières » dans une grève prolongée.

LE « TOURNANT » DE GRENELLE

Ce tournant est amorcé avant l'ouverture de la table-ronde patronat-syndicats, alors que l'orientation pour un « gouvernement d'union populaire et démocratique » défendue par le PCF et relayée par la CGT, rencontre la résistance de la FGDS, de la CFDT et du mouvement étudiant¹¹. Au plan local, les sources policière attestent à la fois des efforts faits par le PCF pour engager la FGDS dans la dynamique

.....
10. Ce que relèvent aussi beaucoup de monographies consacrées aux grèves ouvrières en mai 68.

11. Cf René Mouriaux, « Le Mai de la CGT : les masses en mouvement sans issue politique » et Danièle Tartakowsky, « Le PCF en Mai-Juin 68 », in *Exploration du Mai français*, tome 2, actes du colloque de 1988 « Acteurs et terrains du mouvement social de mai-juin 1968 », Paris, L'Harmattan, 1992.

d'Union Populaire et de la résistance qu'il rencontre¹².

L'absence de perspectives politiques dans le sens qu'elle souhaiterait incite certainement la CGT à miser sur l'ouverture des négociations¹³. Le 23 mai, alors que l'Union départementale annonce près de 300 000 grévistes dans les Bouches-du-Rhône¹⁴, le communiqué de la confédération demande à ses organisations de se préparer à négocier à tous les niveaux et dans toutes les professions. La Marseillaise du vendredi 24 mai titre : «A l'appel de la CGT dès aujourd'hui : Pour imposer la négociation, rassemblements de masse». Marius Colombini, secrétaire général de UD CGT affirme en page 2 que «(...) Cette puissante grève doit faire pression sur les discussions qui vont s'engager».

De fait, dans les Bouches-du-Rhône, ce qui semble dominer ces journées, c'est incontestablement au plan syndical la volonté de maintenir le rapport de force en faveur des grévistes¹⁵, mais dans le contexte d'un recentrage sur les revendications des travailleurs. Ce dont témoigne à sa manière très nettement un communiqué de l'USTM (union départementale de la métallurgie CGT)¹⁶. Il introduit significativement la distinction entre les perspectives politiques et le débouché revendicatif : «L'exigence de tous les travailleurs d'en

.....
12. AD BdR, 135W349 «Rapports des chefs de service et communications téléphoniques», le compte-rendu secret 904095, daté du 24 mai, de la conversation entre Georges Lazzarino (secrétaire fédéral du PCF) et Charles-Émile Loo (député SFIO). Loo reproche à Lazzarino les tentatives du PC pour pousser des sections SFIO à s'engager pour un gouvernement populaire. Lazzarino évoque les prises de positions dans ce sens des socialistes de l'Hérault et du Vaucluse.

En AD BdR 135 W 353 (cartons «événements de 68») on trouve notamment un message du 28 mai émanant des RG indiquant que le bureau de la fédération SFIO diffuse une circulaire aux secrétaires de section appelant aux militants qu'ils ne doivent en aucun cas répondre aux sollicitations du PCF dans le but de créer des comités pour la formation d'un gouvernement populaire.

13. C'est en tout cas l'analyse proposée par René Mouriaux dans sa contribution, *op. cit.* p. 27-28.

14. *La Marseillaise*.

15. Le communiqué de l'Union départementale CGT du dimanche 26 mai est titré : «Renforcer la pression pendant les discussions nationales», *La Marseillaise*, 26 mai 1968.

16. *La Marseillaise*, 23 mai 1968.

finir avec le pouvoir du grand patronat et des banques, est affirmée dans toutes les usines. C'est un Gouvernement populaire qu'il faut pour faire aboutir les grandes transformations économiques, sociales et politiques en faveur de tout le peuple. *Mais il n'en reste pas moins vrai que les augmentations de salaires, la réduction du temps de travail, les libertés syndicales, la garantie de l'emploi et des ressources, c'est l'affaire des travailleurs et des patrons.*» [Je souligne, EA.]

GAGNER AU PLAN DES BRANCHES : L'APRÈS-GRENELLE OU LA GRÈVE PROLONGÉE

Le résultat de la négociation vient accentuer la dissociation des perspectives politiques et des perspectives revendicatives. Le bilan tiré par la commission administrative de la confédération dans son communiqué du 27 mai¹⁷ approuve «(...) la position de sa délégation qui a refusé de signer [le procès-verbal des négociations]¹⁸» et note que «(...) les augmentations de salaires accordées ne constituent qu'un minimum interprofessionnel, à partir duquel *les revendications plus importantes doivent être discutées au niveau des commissions paritaires qui doivent s'ouvrir immédiatement*». [Je souligne, EA.] Il indique que si des résultats appréciables ont été obtenus, des «revendications essentielles» n'ont pas été acceptées. Il s'agit désormais «d'imposer aux autres niveaux» de négociation, ce qui reste en souffrance¹⁹. Donc bien sûr, dans cette perspective, la grève doit se prolonger pour arracher ce qui peut l'être. Mais les «autres niveaux de négociation», visent les négociations de branches et les négociations au plan local. Ceci exclut en pratique l'échelle mobile des salaires et les ordonnances de 1967 et une avancée générale sur les 40 heures (la réduction du temps de travail est renvoyée aux branches) – et, d'autre part, limite de fait la portée politique de

.....
17. *La Marseillaise*, 28 mai 1968, p. 6.

18. Il s'agit de l'argument adopté «en défense» par la CGT, pour expliquer qu'elle n'a pas souscrit, en tant que tel, au constat de Grenelle, dont elle s'est contentée de présenter le contenu à «la base».

19. Communiqué de la CA de la CGT du 27 mai, *La Marseillaise*, 28 mai 1968, p. 6.

la grève, plus étroitement cantonnée à la confrontation entre ouvriers et patrons.

La grève « d'après Grenelle », la grève prolongée, s'inscrit ainsi dans un cadre plus « revendicatif » que politique. Elle vise à maximiser au plan des branches et des commissions paritaires locales, au plan des établissements aussi, les acquis de la lutte. Le communiqué du bureau de l'UD CGT, le 28 mai, s'aligne logiquement sur celui de la commission administrative confédérale. Ce faisant, il inscrit de facto la poursuite de la grève dans les Bouches du Rhône dans une logique voulue par la CGT elle-même à travers la consultation des travailleurs dans les entreprises²⁰. Pourtant, même si la grève n'a certainement plus la force exceptionnelle qu'elle avait atteinte au 24 mai, les synthèses de renseignement quotidiennes adressées par le préfet sur la base des informations réunies par les renseignements généraux dans cette période²¹ parlent néanmoins de « durcissement » des consignes syndicales délivrées au plan local par la CGT, et la CFDT²².

Quelques petites entreprises et commerces ont repris mais la grève est solide dans un grand nombre de secteurs, voire se durcit dans la Fonction publique. On note même des phénomènes de reprise de la grève : à la Poudrerie de St-Chamas ou chez Organico à Marseille (450 salariés), où le personnel gréviste a engagé une occupation. On note aussi un démarrage massif de la grève illimitée avec occupation au C.E.N. à Cadarache, qui n'était pas en grève jusque là, sur la base d'une consultation du personnel à bulletin secret (2 336 pour, 680 contre). La prolongation de la grève traduit aussi la contestation du protocole de Grenelle, ce que résume

.....
20. *La Marseillaise* 28 mai 1968, p 3 : « Il [le bureau de l'UD CGT] apprécie la fermeté de la délégation de la CGT, qui a résolument défendu les revendications de toutes les catégories de salariés. Il l'approuve dans son refus de signer. Dans les Bouches-du-Rhône, les entreprises consultées ont décidé unanimement la poursuite et le renforcement de leur action. Le bureau de l'UD a enregistré l'entrée en lutte d'autres entreprises, de nouvelles occupations d'usines et plus généralement le renforcement de l'action. »

21. AD BdR135 W 349 et 350.

22. Par contre, elles évoquent le « flottement » des dirigeants locaux de FO.

la synthèse du 28 mai : « Le mouvement de grève se poursuit et même se durcit, le protocole étant contesté dans le monde ouvrier.²³ » [Je souligne, EA.]

Cette phase culmine dans la manifestation du 29 mai décrite comme puissante à Marseille (les renseignements généraux dénombrent 15 000 personnes, presque autant que le 13 mai), appelée localement par la CGT avec la CFDT, la FEN et l'UNEF, et qui montre en outre une forte mobilisation du PCF²⁴.

En fait, les premiers signes significatifs de reprise n'interviennent qu'après la contre-offensive gaulliste, engagée par le discours du 30 mai et la manifestation des Comités de défense de la République (CDR) aux Champs-Élysées, suivie par celle de Marseille le 31 mai. Et encore cette reprise rencontre de fortes résistances.

CONTRE-OFFENSIVE CONSERVATRICE ET GRÈVE CONTINUÉE : JUIN

La manifestation de soutien à De Gaulle, organisée par les CDR des Bouches du Rhône le vendredi 31 mai à 18 heures, est un succès. Préparée et orchestrée par le professeur Comiti, elle marque la reprise d'initiative réussie du camp conservateur à Marseille, et draine largement des modérés à la droite dure. Suivant à une centaine de mètres le cortège CDR, l'extrême droite (Tixier Vignancour) défile aussi sur la Canebière. C'est incontestablement, après le discours de De Gaulle la veille, annonçant notamment la dissolution de l'Assemblée et les élections anticipées, et après Grenelle, le tournant du mouvement à Marseille aussi. A partir de là, la reprise s'amorce. Pour autant celle-ci est relativement lente et certains secteurs résistent encore.

Cette dernière séquence de la dynamique de grève à Marseille offre un paysage nouveau : ce n'est plus la grève de masse qui globalement s'était prolongée après Grenelle, dans la mesure où les reprises s'enchaînent, notamment dans le secteur public²⁵ et para-public et les entreprises

.....
23. Dans la partie « opinion publique », synthèse du 28 mai, classée en 135 W 350.

24. Sur le contexte de cette manifestation pour la CGT et le PCF, voir Mouriaux et Tartakowsky, *op.cit.*, en particulier Tartakowsky, p 153.

25. Elle s'amorce d'abord aux PTT. Mais elle ne va pas sans résistance des grévistes. De fait, dans

nationalisées, dans le commerce, les transports, et dans certains secteurs industriels privés ou publics (la pétrochimie, les mines). Mais la grève persiste dans l'industrie et sur le port. C'est pourquoi on peut parler alors, et compte tenu de la pression très forte qui s'exerce sur les grévistes dans le contexte politique et social de ce mois de juin, de grève continuée.

Le télégramme du 6 juin au ministre de l'Intérieur²⁶ évoque ces militants de base qui « (...) dans les secteurs clés de la métallurgie, du bâtiment et des dockers (...) préconisent un durcissement de la situation ». En ce qui concerne l'industrie, on peut lire que « (...) d'une manière générale le travail a repris dans les petites et moyennes entreprises, tandis que la grève se poursuit dans les établissements les plus importants ». Pour la métallurgie, la construction et la réparation navales, le télégramme précise : « Sur un effectif de 4 2000, on compte encore 34 000 grévistes. Le climat est tendu à l'usine Sud-Aviation à Marignane, effectif 6000, où l'accès de l'usine a été interdit à la Direction et aux Cadres, hier 5 juin. Le climat est également très dur au chantier naval de La Ciotat, chez Coder et à la S.P.A.T. ». Une synthèse des Renseignements Généraux donne d'autres précisions : « Dans la chimie, n'ont pas rouvert leur portes : Péchiney à Gardanne – (700); Organico à Marseille – (450); Khulmann à Marseille et Port de Bouc – (350 et 150). Dans le bâtiment n'ont pas repris: Les Grands Travaux; FGTH; les Ets CHAGNIAUD qui représentent environ un effectif de 10 000 sur 30 000²⁷. »

Par conséquent, dans la semaine qui suit le 30 mai et le retour de De Gaulle, la grève résiste significativement et la reprise va s'étaler jusqu'au lundi 17 juin dans la métallurgie, la chimie et le bâtiment et chez les marins. Elle attend le 20 juin pour être effective chez les dockers.

.....
ce secteur les conditions de la reprise dans les journées suivant le 30 mai traduisent l'offensive et la mobilisation des forces de l'ordre et des militants CDR pour forcer un retour à la normale. Voir in AD BdR135 W 350, « notes journalières de situation département ».

26. AD BdR135 W 349.

27. AD BdR135 W 350, synthèse départementale des RG, 9.00.

Ainsi la grève prolongée fin mai s'est muée début juin en grève continuée, dans le contexte de la contre-offensive conservatrice et s'est prolongée parfois très tard. Cette persistance de la grève trouve son origine dans l'orientation plus professionnelle prise par les conflits après Grenelle, quand il s'agit de maximiser les acquis de la lutte au plan des branches et des commissions paritaires locales. Mais elle bénéficie de la combativité libérée par l'acte majeur « d'insubordination ouvrière²⁸ » du déclenchement mi-mai de la grève de masse avec occupation, dans un contexte où le mouvement est indissolublement social et politique. Nul doute que la grève continuée de juin exprime ainsi les attentes très fortes investies par la classe ouvrière dans son grand mouvement de mai-juin 68.

.....
28. Selon l'expression de Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière ans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Renne, 1992.



Photographie prise à l'intérieur de la SNIAS lors de l'occupation de mai-juin 1968. Les banderolles proclament l'unité CGT, CGT-FO et CGC, dénoncent le pouvoir gaulliste avec la célèbre formule sur la « Chienlité » et reprennent le mot d'ordre communiste « Non aux monopoles ». (Avec tous nos remerciements à J.-P. Lallemand pour cette photo.)

Témoignage de Samuel Johsua¹

Dans quel état d'esprit se trouvaient les militants que vous étiez avant ces « événements » comme on les a appelés ?

On se rendait compte que les années à venir seraient favorables à une perspective de contestation radicale du système et on était donc plutôt optimistes. Tout convergeait : la « lutte héroïque » des vietnamiens, l'impact de l'appel du Che,

.....
1. 22 ans en mai 1968, militant du « Groupe 66 », dirigeant du « Mouvement du 11 mai ». Le « Groupe 66 » rassemble, à Marseille les jeunes militants exclus de l'UEC en 1966, sur des positions proches de la JCR, mais qui ne rejoignent pas cette organisation. Le « Mouvement du 11 mai » – dont le nom fait référence à la « nuit des barricades » à Paris – regroupe, un peu sur le modèle du « Mouvement du 11 mars » à Nanterre, les militants des organisations d'extrême gauche, mais aussi des « inorganisés ». Il prend en charge l'action et l'occupation de la Faculté Saint-Charles.

la crise du stalinisme avec le printemps de Prague, la contestation de la jeunesse occidentale, et en France des luttes ouvrières dures et mobilisant des secteurs nouveaux. Mais on avait déjà pris rendez-vous pour un stage de formation en été, et un rendez-vous à la rentrée pour la majorité des militants... Donc aucun pressentiment de la secousse tellurique qui couvait.

Quelle était la (ou les) positions de votre organisation en mai 68 ? Comment jugez-vous aujourd'hui, avec le recul, ces positions ?

Pour l'essentiel, il s'agissait de porter le mouvement le plus loin possible. Ce qui concrètement signifiait trois choses : radicaliser la mobilisation vers la nécessité de la révolution (mais sans qu'à aucun moment on ne prenne l'initiative d'une quelconque violence) ; développer les pratiques démocratiques (« assembléistes » en l'occurrence, et par principe, influencés par Rosa Luxembourg) ;

tenter d'ébrécher l'hégémonie du PCF sur la classe ouvrière (sans grande illusion cependant). A aucun moment nous ne pensions que le pouvoir fut à portée. Au contraire, nous étions persuadés que le mouvement allait s'arrêter chaque soir. Ceci pour des raisons purement « théoriques » : le PCF combattait une possible dynamique de rupture et il n'y avait pas de « direction révolutionnaire ». Ce n'est que fin mai, après le rejet par les grévistes de Billancourt du « relevé de Grenelle » et la « disparition » de De Gaulle que l'on a enfin pris conscience qu'il fallait sortir des schémas dogmatiques. Nous étions contre les issues qui se construisaient à Charléty avec Mendès ou Mitterrand et favorables, d'une manière assez confuse, à un gouvernement issu de la grève ouvrière. Dès le début juin, il était clair pour nous que le mouvement n'aboutirait pas.

Avec le recul, il y a d'abord une confirmation de ce que décrit Marx. Les révolutionnaires entrent dans les révolutions dans les pas des révolutions passées, et pourtant ils écrivent une histoire nouvelle. Nous pensions entièrement dans les catégories d'Octobre 17, mais ce qui se passait n'avait rien à voir, et d'ailleurs, ce n'est pas ce que nous mettions en œuvre. Ce « dogmatisme » nous a protégé contre des illusions, mais nous a empêché (même nous !) de saisir sur le moment la profondeur du mouvement.

Mai 68 a permis des avancées sociales (augmentation des salaires, droits syndicaux dans l'entreprise...) et « culturelles » (droit des femmes, des minorités, mise en cause de l'autoritarisme...), mais n'a pas permis le changement en profondeur de la société française que vous espériez, pourquoi selon vous ?

Mais la question du changement de société ne s'est pas joué seulement dans ces jours là. Avec le recul on voit bien qu'il s'agit de l'enjeu d'une décennie (en gros de 1965 jusqu'à la défaite de la révolution portugaise, voire, et peut-être même surtout, la « transition démocratique » réussie par les classes dominantes en Espagne). La bourgeoisie a été ébranlée, mais a réagi, comme souvent, avec intelligence, et avec une hyper violence quand ça n'était pas possible (Chili). Peut-être aus-

si la crainte qu'une révolution ne sombre inévitablement dans l'horreur stalinienne était-elle finalement insurmontable, et on peut le comprendre. L'effondrement du système totalitaire enlève cette hypothèque pour les générations futures. Mais dans l'immédiat, le système dominant en a été radicalement renforcé.

Y avait-il selon vous une alternative politique qui aurait pu compléter le « mai social », trouver une issue à la crise ?

Il y a d'abord une question ouverte : qu'est-ce qui, abstraitement, était possible en Mai 68 ? Il est clair pour moi maintenant que la situation n'était pas « révolutionnaire » en tant que telle. La grande majorité n'était pas prête à la confrontation dont De Gaulle menaçait le pays le 30 mai. Mais – c'est tout le débat – elle aurait pu peut-être le devenir, ou au moins s'approfondir. Le point majeur est le choix immédiat de la gauche et surtout du PCF d'accepter d'entrer dans le jeu électoral. Un appel clair à la poursuite de la grève (même limitée à ses aspects « non politiques ») aurait sans doute obligé la bourgeoisie à ce à quoi elle s'est résolue un an après, le départ du Général. Et alors...

Y a-t-il eu une liaison ou tentative de liaison « étudiants-ouvriers » à Marseille et/ou dans la région ?

A ma connaissance pendant le mois de Mai au sens étroit ce fut extrêmement limité, compte tenu du poids du PCF et de sa volonté acharnée de l'empêcher. Ou si cette liaison fut tentée, c'était sur un mode assez démagogique à la réflexion : occupation du kiosque à musique aux Réformés pour « donner la parole au peuple »... Pas toujours sans intérêt, mais le « peuple » ouvrier qui était vraiment en lutte avait ses propres organisations, et les deux mouvements sont restés coupés.

Quel était votre sentiment sur l'action et les positions du PCF et de la CGT ? de la gauche non communiste ? de l'usage ou non de la « violence » dans le combat politique ? de la dimension internationale de mai 68 ?

Nous percevions uniquement l'aspect hostile au mouvement du PCF et de la CGT. L'idée, absurde, était que la grève s'étendait « malgré » ces organisations.

LA LUTTE DES ETUDIANTS DE PARIS
LE CARACTERE PREMIER DE LA LUTTE DES ETUDIANTS PARISIENS
C'EST SON EXEMPLARITE.

Si la répression policière, inouïe dans sa violence, a accumulé les rancoeurs et le dégoût contre elle, c'est consciemment qu'elle fut ~~perpetuée~~ ^{perpetuée}.

Car le pouvoir ne s'y trompe pas: le mouvement étudiant remet en cause les structures de cette société; l'idéologie dans laquelle il a jusque là baigné, il n'en veut plus et ses revendications prennent une ampleur qui menace directement cette société.

A l'heure où la lutte se radicalise de plus en plus, les structures classiques autour desquelles les étudiants s'étaient jusqu'alors groupés ont éclaté et la nécessité d'en imposer de nouvelles adaptées au caractère dynamique de notre lutte se fait jour.

Le Mouvement qui a rendu étudiants et enseignants solidaires de leurs camarades parisiens face à la répression policière, ce mouvement de masse qui a conduit des milliers d'universitaires marseillais à occuper des amphithéâtres et discuter dans la plus grande démocratie de tous les problèmes universitaires, économiques, politiques et idéologiques qui les intéressent,

ce mouvement s'est organisé, c'est le MOUVEMENT DU II MAI (Le II mai de 2 heures 30 à 6 heures les étudiants, enseignants, lycéens, jeunes travailleurs se rejoignent pour défendre les barricades du quartier latin)

Les OBJECTIFS IMMEDIATS DU MOUVEMENT DU II MAI SONT:

-SE DONNER LES MOYENS HORS DES LIMITES IMPOSEES PAR LES ORGANISATIONS TRADITIONNELLES, DE CONSERVER LES ACQUIS DE LA LUTTE QUE NOUS MENONS DEPUIS UNE SEMAINE.

-FAIRE RESPECTER LA PLUS GRANDE DEMOCRATIE DANS LA RECHERCHE DES OBJECTIFS ET FORMES D'ACTION DU MOUVEMENT,

-DE TROUVER LES FORMES DE LUTTES QUI PERMETTRONT DE REALISER LES OBJECTIFS QUE SE FIXERA LE MOUVEMENT.

CET APRES MIDI A PARTIR DE 15 HEURES : COMMISSIONS SUR LES FORMES DE DEVELOPEMENT DU MOUVEMENT.

A 17 HEURES GRAND AMPHI : ASSEMBLEE GENERALE DU MOUVEMENT DU II MAI.

L'un des tout premiers tracts du «Mouvement du 11 mai». Il dénonce la répression, affirme que le mouvement étudiant remet en cause «cette société», préconise la mise en place de nouvelles structures («hors des limites imposées par les organisations traditionnelles») et veut préserver les acquis du mouvement et veiller au respect de la plus grande démocratie. Ce qui se concrétise par la discussion en commissions, puis en assemblée générale au «grand Amphi» (de la Faculté Saint-Charles). A noter le caractère très artisanal de ce tract.

Ce n'est que plus tard que l'on a compris le rôle concret joué pour étendre la grève et l'installer. En même temps la volonté de limiter la dynamique possible était effectivement présente. La rupture – beaucoup plus limitée numériquement que l'on pensait à ce moment – du PCF avec la jeunesse a quand même eu une portée qualitative à moyen et long terme absolument radicale. Comme le disait Althusser, «l'avenir dure longtemps».

En ce qui concerne la «gauche non communiste» c'est simple: pour nous (jeunes, sectaires et dogmatiques), c'était une partie de la droite (les assassins de Rosa et Liebknecht...).

Notre formation nous a prémuni contre toute romanticisation de la violence pour elle-même, minoritaire. «Accoucheuse de l'histoire» sans doute, mais quand elle portée par les masses, justifiée par les besoins des luttes. En Mai 68 à Marseille, l'appareil d'État s'est fait (à peu près) invisible. Preuve s'il en est qu'à partir de ce moment, même un mouvement d'une telle portée peut se faire sans violence.

La dimension internationale était absolument centrale dans notre engagement. C'est vraiment «habités» par l'idée d'une convergence en marche à l'échelle du

monde que nous militions. Cette croyance (car elle avait un aspect un peu messianique) on l'a je pense vraiment faite partager aux jeunes étudiants et lycéens engagés en Mai et les années qui ont suivi. Pour les ouvriers (même les jeunes) il faut bien dire que cette dimension était peut-être marginale, ou au moins plus faible. Mais elle était présente aussi d'une manière spéciale à travers «le mouvement communiste» dont le PCF était le représentant.

Propos recueillis par Gérard Leidet, 17 avril 2008.

Témoignage de Raymond Navarro²

Dans quel état d'esprit, dans quelles luttes... se trouvaient les militants que vous étiez avant les «événements» de mai-juin 68?

L'entreprise dans laquelle je travaillais comprenait 1 500 salariés avec les sédentaires, les «roulants» et les employés.

.....
2. 27 ans en 1968, responsable syndical du dépôt sédentaire SNCF de Marseille-La Blancarde, secrétaire de la cellule et de la section du PCF de Saint Barnabé, membre du comité fédéral du PCF.

L'influence syndicale y était très forte : la CGT recueillait 75 % aux élections professionnelles. Sur le plan politique ¼ des salariés avaient leur carte du Parti (1/3 des sédentaires).

Des actions avaient précédé la grève avec occupation : des grèves et des manifestations furent nombreuses dans l'année 67 montrant le mécontentement et l'insatisfaction des salariés. La manif du 1^{er} mai 68 (1^{re} à être autorisée depuis 1953) fut très importante sur le thème « 10 ans ça suffit ! ». Donc, pour nous, mai 68 n'arrivait pas comme « un coup de tonnerre dans un ciel serein ». On n'était pas si loin de 1958 après le retour plébiscitaire de De Gaulle. « 58 est un coup politique » qui rappelle à certains égards l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir en 2007.

Quelles furent les positions et les actions de la CGT dans votre entreprise en mai-juin 68 ? Comment jugez-vous aujourd'hui, avec le recul, ces positions ?

Ce mouvement est inégalé dans ses formes d'action avec une occupation de l'entreprise qui n'est pas défensive mais offensive, impulsée par les sédentaires puis par les roulants qui suivent l'action. Il va y avoir un mouvement crescendo après le 13 mai. Les salariés afin de montrer leur détermination démarrent leur mouvement de grève le vendredi à 16 h alors que le samedi et le dimanche bien sûr sont chômés. Il faut dire que la répression policière à l'encontre des étudiants précipite la décision sans attendre le lundi.

Dans la foulée le comité de grève « rend visite » au chef d'établissement qui est dessaisi de ses fonctions. C'est un symbole très fort : on s'approprie la direction tout en veillant – héritage de la vieille culture ouvrière – à l'entretien des engins, lesquels n'ont jamais été aussi bien entretenus. On est loin de la « spontanéité des masses », le vote des sédentaires porte sur l'arrêt du travail et sur l'occupation. Il s'agit plutôt d'un climat de confiance envers des leaders syndicaux, climat qui pèse sur les choix : il y a une histoire des luttes qui explique ce rapport étroit salariés-responsables CGT.

Je voudrais ajouter aussi un aspect méconnu de mai-juin 68 : le ralliement de l'extrême droite avec les « ultras » de l'Algérie Française à travers un souvenir personnel. Le dépôt de La Blancarde fut mitraillé par un commando (UNR et/ou OAS). Il n'y eut pas de victimes à déplorer heureusement, mais lors de cette agression il a fallu s'organiser rapidement : des camarades postés sur les toits répliquèrent les jours suivants par des pierres jetées sur les véhicules des anciens « ultras » qui essayaient de semer la terreur. Dans le même temps, autour du 29 mai, 100 000 militaires encerclaient Paris et la Fédération du Parti nous confirmait la présence de chars en manœuvre au camp de Carpiagne. Durant ces quelques journées, je ne dormais plus chez moi mais au dépôt. On sentait bien que le pouvoir vacillait dans son autorité même.

Autre spécificité enfin, les cadres répondent à la mobilisation et leurs rapports avec les ouvriers ne seront plus jamais comme avant. Ils rejoignent très vite l'occupation en prenant part aux différentes factions en 3/8. Du coup, les rapports au travail vont s'inverser, une véritable rencontre ouvriers-cadres se fait jour ; par exemple lorsque l'État va vouloir réduire les travaux l'ensemble des salariés s'y oppose. Du côté du Parti, l'idée que les cadres peuvent appartenir au combat de classe commence à germer. Après 68, il sera permis aux membres du PCF de préparer les examens d'agents de maîtrise et par la suite le Parti en fera une exigence auprès de ses militants.

Mai 68 a permis des avancées sociales (augmentation des salaires, droits syndicaux dans l'entreprise...) et « culturelles » (droit des femmes, des minorités, mise en cause de l'autoritarisme...), mais n'a pas permis le changement en profondeur de la société française que vous espériez, pourquoi selon vous ?

Il y a bien un air de révolution, de liberté que nous sentons confusément à travers la « gestion » du conflit : être acteur d'un tel mouvement c'est radicalement différent de l'action un peu « carrée » de 24 heures. C'est ainsi que les militants communistes du dépôt vont exporter la grève. Deux exemples : l'entreprise de confection Vi-

tarex qui emploie des femmes (Bd Boisson) et la cartonnerie St Pierre. A la suite de notre rencontre avec les salariés, deux sections syndicales vont être créées. Le mouvement va monter crescendo autour du 16/17 mai: chaque entreprise apporte son lot de revendications en l'articulant au soutien étudiant.

Or le mouvement a été pris au dépourvu par une droite qui a su trouver les ressorts avec une sortie honorable pour elle. Quand la droite recule elle n'est pas toujours perdante politiquement. La forte contestation de l'autorité publique comprenait pour nous une dimension de classe. Notre stratégie résidait dans le fait que les provocations entraînant la peur il fallait trouver une issue démocratique qui prolongeât les négociations de Grenelle. Mais cela nécessitait une autre prise de conscience qui explique en partie le décalage entre ce mouvement social fort que vous évoquez et la défaite électorale. On atteint là, je l'ai dit les limites de la conscience révolutionnaire de mai. Ce n'est pas une «révolution manquée»; c'est un grand mouvement social qui débouche sur une victoire anormale de la droite. La défection des forces de gauche n'explique pas tout: fin 68, 1969... le refus du nouveau PS face à une ébauche de programme commun se poursuivra. La droite quant à elle cède mais elle n'a pas perdu. On a compris là que le capitalisme était capable de se régénérer avec une apparence de démocratie.

Y avait-il selon vous une alternative politique qui aurait pu compléter le «mai social», trouver une issue à la crise ?

Débouché politique ? En apparence, les conditions semblaient se dessiner: forte unité syndicale, niveau élevé des revendications ... Or ce qui a fait défaut c'est le manque d'entente à gauche. La FGDS n'apporte pas de réponses aux appels du Parti communiste. Depuis janvier-février 68, sous l'impulsion de Waldeck Crochet, une ébauche de «programme commun» pointe à l'horizon; elle sera exprimée durant les événements par la formule du «Gouvernement d'union populaire». Notre modèle demeure celui du Front populaire avec la participation cette fois-ci de ministres communistes articulée à un

vaste mouvement social. Mais c'est le vide politique qui va prédominer en juin: le PCF reculera à 20 % (au lieu de 22,5); la FGDS plafonnera à 15 %. Il faut dire que De Gaulle influera sur le scrutin en jouant sur la peur du communisme totalitaire et en menant une campagne anti-communiste inégalée. La droite va donc bénéficier d'une marge de manœuvre qu'elle va savoir exploiter.

Pourtant en apparence le pouvoir gaulliste semble à terre jusqu'à la fin mai. Il s'organisa pour réprimer un mouvement qui en allant plus loin- c'était la volonté des «gauchistes»- aurait permis à la violence d'État d'être au rendez-vous. Cela explique que les couches populaires restent sur la défensive: l'extrême gauche – trotskyste et maoïste – portait atteinte selon moi à la sérénité du mouvement. L'engrenage provocation-répression fonctionna à plein. Des mots d'ordre irresponsables («élections pièges à cons») firent que chaque provocation s'opposait à notre «juste stratégie». Il y eut un conflit de culture politique entre eux et nous avec un danger objectif que nous qualifions «d'aventuristes». Ces militants gauchistes avaient pour le jeune militant que j'étais une vision simpliste et mystificatrice du quotidien. En retour les salariés que nous influençons repoussaient leurs visions avec un mélange de réprobation et une sourde inquiétude. Il ne suffisait pas de se baisser pour ramasser le pouvoir! Les provocations de toutes sortes, organisées s'opposèrent aux négociations de Grenelle. Tous ces points étaient débattus au secrétariat et au BP chaque 48 h: nous souhaitons préserver la maîtrise du mouvement par la PCF afin d'éviter le bain de sang.

Y a-t-il eu une liaison ou tentative de liaison «étudiants-ouvriers» à Marseille et/ou dans la région? Avez-vous perçu l'irruption des «jeunes» en tant qu'acteur social ?

Il s'est agi d'un rendez-vous manqué avec le monde étudiant. Par rapport à l'extrême gauche il y avait une vieille méfiance – réciproque d'ailleurs –, des divergences de fond qui se prolongent selon moi jusqu'à aujourd'hui. Leurs formes d'action faites d'avantage d'excitation que d'agitation, de postures «gesti-

culatoires» nous préoccupaient. J'ajoute que les leaders gauchistes s'employaient à faire échouer tout rapprochement étudiants-ouvriers. Il est vrai que peu de fils d'ouvriers fréquentaient alors les bancs de l'université. L'air du temps faisait que l'on mélangeait un peu tout... Le gauchisme constituait, pour nous communistes, un élément dangereux, un adversaire irréductible; de leur point de vue nous étions des «révisionnistes». Mais déjà se profilait pour le parti communiste la voie pacifique vers le socialisme. J'ai déjà eu l'occasion de dire [*L'Humanité*, mai 1998] aussi combien le drapeau noir des anarchistes provoquait en moi une fixation haineuse – c'était là le fruit de mes écoles de formation... Ce fut aussi l'occasion de bagarres physiques aujourd'hui remisées au magasin des souvenirs. L'essentiel, je le répète, c'était à la fois d'éviter les provocations et de tenir sur la solidarité avec les étudiants : la répression contre les jeunes heurtait la morale ouvrière. De ces rapports difficiles me reviennent quelques images. Trois forums eurent lieu à la Fac Saint Charles où nous ne fumes pas bien «accueillis» c'est le moins que l'on puisse dire. Les jeunes suivaient les leaders étudiants et la méfiance à notre rencontre était palpable mais pour nous l'unité du mouvement restait prioritaire. C'étaient de ce point de vue des «temps difficiles» avec une virulence anti-communiste venue cette fois du gauchisme. Dans la foule de Mai cependant un grand nombre d'adhésions de jeunes – y compris venus de l'extrême gauche – vint renouveler le collectif militant du Parti perçu alors comme plus réaliste.

Chaque anniversaire de mai 68 les leaders sont là aux premières loges, repentis mais récupérés ; cela dit je respecte énormément quelqu'un comme Samuel Johsua pour sa fidélité à un idéal et à une organisation.

Dernière question, éprouvez-vous une certaine nostalgie pour cette période de votre parcours militant ?

Nostalgie ? ...Oui, quand je me souviens de l'influence du Parti, de la CGT... et ce rapport de forces impensable aujourd'hui. Ca fait un peu rêver mais ça n'a pas suffi. C'est plus compliqué que

cela la Révolution : un mouvement populaire acteur a manqué. C'est une voie difficile même si elle est juste. On a vécu des moments extraordinaires démontrant que rien n'était (n'est ?) impossible. Les gens se déterminent toujours au bout du compte par leurs besoins. Il y a donc un espoir dans les réponses qu'a apportées le mouvement ouvrier. Si c'étaient les partis et les leaders qui faisaient l'histoire on pourrait désespérer ; or l'histoire sociale nous enseigne que ce sont les peuples qui font l'histoire... il y a donc de l'espoir...

Propos recueillis par Gérard Leidet, Septèmes, le 20 mai 2008.

Témoignage de Pierre Amendola³

Dans quel état d'esprit se trouvaient les militants de la CGT avant les «événements» de mai/juin 68 ?

L'accord CGT/CFDT signé en janvier 66 était très important pour nous. Il résultait de la montée des luttes depuis 1963, notamment la grande grève des mineurs. En 1967 on approchait d'ailleurs du niveau de 63 avec 500 000 journées de grève. Alors que le 1^{er} mai 67 nous avions défilé de la Joliette à la Bourse du travail, un an plus tard nous partîmes à la «reconquête» de la Canebière qui nous était interdite depuis le milieu des années 50. Ce jour-là pourtant j'étais dans l'incapacité de dire ce qui allait se passer malgré cette montée des luttes. Mai 68 nous a surpris même si je me souviens encore de l'éditorial de *La Vie ouvrière* du 1^{er} mai 68 qui prédisait de grandes poussées revendicatives. Dans la façon de vivre notre militantisme syndical, ce qui prédominait c'est que le mouvement ouvrier vivait en permanence sous une chape répressive. Lors des lock-out, la police intervenait très régulièrement. Ce sont d'ailleurs ces

.....
3. Pierre Amendola était entré au bureau de l'UD CGT des Bouches-du-Rhône en 1964, au secrétariat le 17 avril 1966. Il devint ensuite secrétaire régional. A partir de 1977, il siégea au sein de la commission exécutive. Pierre Amendola demeura permanent du 1^{er} août 1966 au 1^{er} septembre 1984.

MERCREDI
22 MAI
1968

LA MARSEILLAISE

GRAND QUOTIDIEN RÉGIONAL DE LA DÉMOCRATIE

REDACTION - ADMINISTRATION : 17, cours d'Estienne-d'Orves, MARSAILLE (1^{re}) - C.C.P. 1056-15 Marseille

MISE EN VENTE DIRECTE
A DES PRIX DRAMATIQUEMENT BAS

150 SALONS GRAND LUXE avec
meubles, tapisseries
1 CANAPÉ LIT 3 places à revêtement cuir
1 MATELAS ancien 140, grande 19 ans
2 FAUTEUILS anciens avec revêtement
Le SALON COMPLET pour 4 personnes 1.200⁰⁰

Le salon complet pour 6 personnes 1.800⁰⁰

Le salon complet pour 8 personnes 2.400⁰⁰

Le salon complet pour 10 personnes 3.000⁰⁰

Le salon complet pour 12 personnes 3.600⁰⁰

Le salon complet pour 14 personnes 4.200⁰⁰

Le salon complet pour 16 personnes 4.800⁰⁰

Le salon complet pour 18 personnes 5.400⁰⁰

Le salon complet pour 20 personnes 6.000⁰⁰

Le salon complet pour 22 personnes 6.600⁰⁰

Le salon complet pour 24 personnes 7.200⁰⁰

Le salon complet pour 26 personnes 7.800⁰⁰

Le salon complet pour 28 personnes 8.400⁰⁰

Le salon complet pour 30 personnes 9.000⁰⁰

Le salon complet pour 32 personnes 9.600⁰⁰

Le salon complet pour 34 personnes 10.200⁰⁰

Le salon complet pour 36 personnes 10.800⁰⁰

Le salon complet pour 38 personnes 11.400⁰⁰

Le salon complet pour 40 personnes 12.000⁰⁰

Le salon complet pour 42 personnes 12.600⁰⁰

Le salon complet pour 44 personnes 13.200⁰⁰

Le salon complet pour 46 personnes 13.800⁰⁰

Le salon complet pour 48 personnes 14.400⁰⁰

Le salon complet pour 50 personnes 15.000⁰⁰

Le salon complet pour 52 personnes 15.600⁰⁰

Le salon complet pour 54 personnes 16.200⁰⁰

Le salon complet pour 56 personnes 16.800⁰⁰

Le salon complet pour 58 personnes 17.400⁰⁰

Le salon complet pour 60 personnes 18.000⁰⁰

Le salon complet pour 62 personnes 18.600⁰⁰

Le salon complet pour 64 personnes 19.200⁰⁰

Le salon complet pour 66 personnes 19.800⁰⁰

Le salon complet pour 68 personnes 20.400⁰⁰

Le salon complet pour 70 personnes 21.000⁰⁰

Le salon complet pour 72 personnes 21.600⁰⁰

Le salon complet pour 74 personnes 22.200⁰⁰

Le salon complet pour 76 personnes 22.800⁰⁰

Le salon complet pour 78 personnes 23.400⁰⁰

Le salon complet pour 80 personnes 24.000⁰⁰

Le salon complet pour 82 personnes 24.600⁰⁰

Le salon complet pour 84 personnes 25.200⁰⁰

Le salon complet pour 86 personnes 25.800⁰⁰

Le salon complet pour 88 personnes 26.400⁰⁰

Le salon complet pour 90 personnes 27.000⁰⁰

Le salon complet pour 92 personnes 27.600⁰⁰

Le salon complet pour 94 personnes 28.200⁰⁰

Le salon complet pour 96 personnes 28.800⁰⁰

Le salon complet pour 98 personnes 29.400⁰⁰

Le salon complet pour 100 personnes 30.000⁰⁰

8 MILLIONS DE GRÉVISTES ont déjà "voté" la censure

Waldeck ROCHET à l'Assemblée :
**LE POUVOIR GAULLISTE
DOIT S'EN ALLER**
PAS DE REPLATRAGE MAIS UN GOUVERNEMENT POPULAIRE
ET D'UNION DÉMOCRATIQUE

(page intérieure)



**SÉCURITÉ
SOCIALE :**
La C.G.T.
et la
C.F.D.T.
vont installer
**DES COMITÉS
PROVISOIRES
DE GESTION**



Georges SÉGUY

Secrétaire général de la CGT :

- **DÉMOCRATIE SYNDICALE** - La C.G.T. défend les travailleurs pour toutes les décisions importantes.
- **PROVOCATIONS** - Nous avons vu trop de provocations et nous devons les empêcher.
- **DISCUSSION AVEC LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT** - Nos dirigeants sont prêts de discuter toutes réformes et améliorations.
- **REVENDEMENTS** - La C.G.T. mène la lutte contre les revendications. Elle n'accepte pas des fautes énormes, comme « l'autogestion ».
- **LA GAUCHE** - L'heure n'est pas aux alliances. La gauche ne veut pas laisser passer le pouvoir, elle n'a pas une heure à perdre.
- **PROGRAMME** - Nous sommes prêts à prendre à nos côtés le P.C.F., la F.G.D.S. et ceux qui veulent aller de l'avant.
- **PAS DE POUVOIR EXTÉRIEUR A LA CLASSE OUVRIÈRE** - La C.G.T. ne participera pas au mouvement National de grève ou à l'initiative de l'U.N.E.F.

**LA LUTTE POUR
LES REVENDICATIONS
GAGNE :**
■ les centres
municipaux (notamment
Marseille)
■ les grands magasins
■ et de nombreux
autres entreprises.

**ÉCOLES
LYCÉES
COLLÈGES**
GÈVE A PARTIR
D'AUJOURD'HUI

Les cheminots occupent le dépôt jusqu'à entière satisfaction : sur le toit de la salle des fêtes, les dirigeants expliquent à leurs camarades le déroulement de la grève. Ils étaient près de 800 lundi après-midi.

Nous avons dans le bloc, Georges Séguy, le secrétaire général de la CGT, lors de la manifestation au profit des cheminots, dans le hall de la CGT, à Paris.

LA RENCONTRE P.C.-FÉDÉRATION REPORTÉE A CE SOIR

Les deux formations qui devaient se réunir hier soir ont vu leur rencontre ajournée à cause des difficultés rencontrées. Le vote sur le dédoublement sera reporté au 23 mai.

AMIS TURFISTES !
Spécial-Tiercé
PARAIT AUJOURD'HUI

**L'ACTUALITÉ
C'EST AUSSI...**

- **ITALIE** : Les Communistes et les Socialistes prolétaires ont gagné des élections de 19 mai.
- **VIETNAM** : L'opération militaire américaine à Paris, contre Nord-Vietnamiens et Américains. Sur le plan militaire, les forces alliées de P.N.L. ont les bases U.S.
- **TEL - AVIV** : Le Cabinet israélien s'apprête à voter la loi de la révolution du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.
- **ESPAGNE** : une pétition a été adressée au conseil syndical « Euzko », réclamant la création d'un syndicat « vraiment libre ».
- **DENVER (U.S.A.)** : un bébé de 2 ans a été tué par un ballon de football d'une grille de bus à quai d'arrêt.
- **RUGBY** : la finale de Championnat d'Europe. Les équipes se réunissent à une date ultérieure.

Cette une de *La Marseillaise* (journal du PCF) met en évidence un moment important du mouvement. A la date du 22 mai, celui-ci s'étend (exemple, la photographie de l'assemblée des cheminots d'Arles ou l'annonce de la grève dans les établissements scolaires). La crise, pour le PCF, est directement politique : elle met en cause le pouvoir gaulliste, avec, en contrepoint, la difficile recherche d'une alliance avec la FGDS. A noter la mise en place de « comités provisoires de gestion » à la Sécurité sociale et une déclaration très ferme de Georges Séguy contre la répression, mais aussi contre les « provocations » et les « formules creuses comme "l'autogestion" ».

pratiques répressives qui seront à la base de la convergence entre mouvements ouvrier et étudiant.

A ce propos que pouvez-vous dire sur les rapports étudiants/ouvriers à Marseille et dans la région ?

Nous avons préparé la manifestation du 13 mai pour exprimer notre opposition à la répression et notre solidarité aux étudiants en compagnie de la CFDT, la FEN, l'UNCAL et de l'AGEM-UNEF⁴. Seuls FO et la CGC restaient en dehors du coup. Au kiosque à musique des allées de Meilhan, je pris la parole à la demande de Marius Colombini, le secrétaire général de l'UD-CGT. Ce fut pour moi un grand moment d'émotion mais aussi l'occasion de vivre le plus grand tract de ma vie. Nous étions très attentifs aux déviations et provocations diverses. En effet quelques groupuscules s'agitaient aux cris de « négociations, pièges à c... » ce qui nous heurtait profondément. Nous ne voulions pas être déviés de nos objectifs initiaux. De plus nous avons la chance dans le département de partager notre vision des choses avec nos camarades de la FEN 13 regroupés dans la tendance « Unité-Action ». A cet égard, même si à cette époque la CGT avait une culture « ouvriériste » (les ouvriers y étaient majoritaires), nous avons une compréhension assez fine des problèmes revendicatifs du monde enseignant et une certaine convergence d'intérêts nous reliait à eux. Dans les Bouches-du-Rhône, avant mai 68, les rapports avec le monde étudiant se faisaient par l'intermédiaire du SNESUP. Pour autant la puissance du mouvement ouvrier devait être réaffirmée afin d'éviter tout dérapage. C'est ce que nous avons réussi, je le crois sincèrement, à Marseille : pas une vitrine cassée, pas une voiture brûlée. Loin d'être représentatifs de tous les étudiants, les groupuscules étaient, selon nous, soit manipulés par la police soit coresponsables du cycle provocation/répression.

Avec le recul, comment jugez-vous les positions de votre organisation en Mai 68 ?

.....
4. Association générale des étudiants de Marseille.

Y a-t-il eu une sous estimation des enjeux sociaux de notre part ? Avec le recul je perçois surtout le retard idéologique de notre organisation encore trop « ouvriériste » ainsi que je l'ai signalé plus haut. La prise en compte des problématiques des cadres et techniciens ne se fera qu'après 68 avec, entre autre, la création de l'UGICT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens) en 1972. Nous réduisons la question des femmes à leur rôle exemplaire dans les luttes ouvrières. Je me souviens à ce propos des dénonciations décalées et moralisatrices de la contraception formulées par Jeannette Thorez Vermeersch dans *France Nouvelle*.

Pourquoi Mai 68 a-t-il permis des avancées sociales et culturelles sans déboucher pour autant sur un changement en profondeur de la société française ?

En tant que secrétaire départemental, j'étais beaucoup sollicité là où il n'y avait pas de section d'entreprise. J'essayais, et cela réussissait le plus souvent, de donner le plus d'autonomie possible aux salariés : « faites votre cahier revendicatif ; ne vous contentez pas seulement d'obéir aux mots d'ordre venus « d'en haut ». Je souhaitais permettre aux ouvriers de décider par eux-mêmes, d'impulser des luttes « autogérées » comme on disait du côté de la CFDT. Lors des réunions quotidiennes du bureau départemental on me demandait : « fais-nous savoir ce qu'ils veulent, sois concret !... ». C'était pour moi la leçon que je tirais de l'esprit de Grenelle : il n'y avait pas eu d'appel au départ de la grève ; il n'y en aurait pas non plus pour la reprise. Ces luttes de formes nouvelles, plus en prise avec le vécu des salariés, allaient « payer ». Le salaire ouvrier dans la céramique sur Aubagne passait de 450 à 865 francs, les salariées en dessous du SMIG étaient augmentées de 35 %... Chaque section d'entreprise eut son local syndical ; l'heure d'information syndicale fut payée ; le droit d'affichage et de collecte syndicale affirmé. Cela changea ma vie quotidienne de syndicaliste. Je pouvais entrer dans les entreprises sans avoir à subir les menaces des « nervis » patronaux, l'affichage n'était plus censuré par la direction. Les femmes

prirent de plus en plus d'importance dans les instances syndicales. Je me souviens de Gaby Baille, héroïne de la Résistance, de Marie Antoinette Alcide, la première femme secrétaire de l'UL-CGT d'Aubagne. L'élan d'adhésion était important, nous espérions atteindre 100 000 adhérents dans le département.

Y avait-il selon vous une alternative politique qui aurait pu compléter le «mai social», trouver une issue à la crise?

L'échec politique est bien réel. Je me revois à Aix le 15 mai avec les salariés de Monoprix en grève. Ce qui revenait dans toutes les bouches c'était: «on fait grève pour les revenus pas pour la révolution». Seule une petite frange espérait une alternative politique. Nous nous trouvions dans un processus politique à peine esquissé; il n'y avait pas de programme commun, il fallait l'obtenir. Un espoir d'évolution politique nous animait sous le terme de «gouvernement populaire» même si nous nous demandions si les grandes puissances capitalistes, notamment les États-Unis, pouvaient accepter une telle alternative. Le grand coup de bâton de Charléty, dirigé manifestement contre la CGT et le PCF nous fit comprendre que notre espérance politique s'éloignait. Enfin la droite fit ce qu'il fallait faire pour apeurer la population. Elle obtint la victoire électorale en mobilisant autour de De Gaulle quitte à le pousser à partir un an après. C'est pourtant entre les deux tours des législatives que j'adhérai au PCF⁵.

Peut-on parler d'un avant et d'un après Mai 68 à la CGT?

Je ne peux finir cette évocation sans rappeler les axes novateurs du congrès de 1970 qui prolongèrent à bien des égards les réflexions et les luttes de mai/juin 68: rajeunissement et féminisation des cadres, promotions de dirigeants venus de la mouvance socialiste et du christianisme social. Lors de la conférence départementale de 1975, le rôle des Unions locales fut raffermi afin d'équilibrer des structures

.....
5. Le début de la «décrépitude à l'Est» apparut à Prague au mois d'août au moment où j'effectuais mon «école élémentaire» à Allauch.

syndicales qui laissaient trop de place à mon goût à certains «égoïsmes de branches». Je me souviens être intervenu lors des débats pour mieux faire converger les intérêts particuliers vers l'intérêt confédéral. J'obtins à cet effet la réécriture des statuts pour une mise en commun mieux partagée des efforts de chaque branche au niveau des cotisations. Tous ces exemples montrent que nous nous situions dans la continuité de «l'esprit de mai» afin de doter les salariés d'un outil syndical au service de tous...

Propos recueillis par Gérard Leidet, La Cadière d'Azur (Var), 10 juin 2008.

**Témoignage de
Jean Reynaud⁶**

Plusieurs mouvements marquent la période antérieure à mai 68. La grève du 11 mai 1967 rassemble enseignants et travailleurs contre les ordonnances visant à une «remise en ordre» de la Sécu. La rentrée 67 est agitée du fait des suppressions de postes, des classes surchargées, des retards pris dans la construction de nouveaux établissements et des menaces pesant sur les enseignements professionnel et techniques. Face à ces mesures régressives, des actions locales regroupent parents et enseignants, le SNI déclenche une grève administrative, les enseignants des CET se mobilisent sur la question des heures supplémentaires. Un meeting à Marseille à l'initiative du comité départemental d'action laïque (FCPE, AIL et FEN). Une pétition FEN-MGEN recueille 282 500 signatures (constatées par huissier). Les enseignants participent aux manifestations des 12 et 13 décembre 1967.

Le premier trimestre de l'année 1968 est marqué par les grèves nationales de février et mars dans le second degré. Aux revendications antérieures s'ajoutent les questions de développement et de démocratisation, des concours et de la résorption de l'auxiliaariat. Le bureau confédéral de la CGT soutient ces actions. Les

.....
6. En mai 1968, Jean Reynaud était secrétaire du SNES et de la FEN pour les Bouches-du-Rhône.

congrès syndicaux du printemps appellent au développement de l'action et à la défense de la « Sécu ». Sur le plan international, les sections syndicales s'engagent contre la guerre du Vietnam. Le Printemps de Prague suscite de l'espoir avant les journées dramatiques d'août 68.

Le 1^{er} mai à Marseille, la FEN-13 est co-organisatrice, et massivement présente, de la manif qui revient, après une longue interdiction, sur la Canebière. Le SNES, qui vient de se donner une direction « Unité et Action », et quelques syndicats de catégorie, comme la FEN 13, sont beaucoup plus engagés que la FEN nationale⁷ qui n'a pas participé par exemple aux manifestations des 12 et 13 décembre 1967 ni à celle du 1^{er} mai 68.

Le 3 mai le SNESUP, solidaires avec les étudiants, appelle à la grève dans toutes les universités. Le SNES puis la FEN demandent l'abandon des sanctions et poursuites, l'évacuation des forces de police et la réouverture des facultés. Le 11 mai, un appel commun (UNEF, FGE, UNCAL, SNESUP, CGT, CFDT, FEN) à la grève est lancé pour le 13. On dénombre 100 000 manifestants à Marseille et de nombreux cortèges dans le département... Des occupations de lycées ont par ailleurs commencé avant cette date. Le SNES puis la FEN, respectivement les 19 et 20 mai, se prononcent en faveur de la grève générale. La France est paralysée, on passe en quelques jours de 3 à 9 millions de grévistes.

Pendant toute cette période je participe à l'animation de très nombreuses réunions et débats, jusqu'à 4 par jour, à la Fac, à la Bourse du travail, dans les lycées et collèges, avec les syndicats. De partout apparaît le sentiment que « 10 ans, ça suffit ! ». Dans les discussions avec les élèves et les parents reviennent les questions de l'autonomie et de la cogestion des établissements, des responsabilités et des libertés à accorder aux lycéens : droit de réunion et d'expression, télévision et

.....
7. Cette « majorité fédérale » regroupe ceux qu'on appelle aussi les « autonomes » puisque ce sont eux qui ont préconisé le passage à l'autonomie de la FEN en 1948. Ce courant prend le nom d'Unité indépendance et démocratie (UID) à partir de 1969.

sortie libre pour les internes... parfois droit de fumer ou de s'embrasser dans la cour... Les syndicalistes débattent d'autonomie, de cogestion, d'ouverture pédagogique, des relations avec les parents et l'administration et, fort préoccupante, de la question du bac.

On discute aussi d'organisation et de gestion, des occupations d'établissements, de l'organisation et du service d'ordre des manif, de la protection contre les interventions extérieures ou les provocations... Il n'y a pas que des jeunes dans la mouvance gauchiste qui contribue à stimuler le mouvement. Les « troupes » de Joshua font bande à part, mais rejoignent les cortèges lors de toutes les manifestations unitaires. Ceux des « gauchistes » syndiqués à la FEN ou à la CFDT font l'aller-retour entre la fac Saint-Charles, les réunions dans les établissements ou la Bourse du travail. Mais leurs attitudes et leurs positions les condamnent à rester minoritaires.

Outre le contact quotidien « physique » avec la CGT et téléphonique avec la CFDT, nous rencontrons à plusieurs reprises représentants de la FCPE, des AIL, du PCF et de la FGDS, des étudiants. Il arrive que nos relations soient difficiles avec les occupants de la Fac Saint-Charles, l'AGEM-UNEF et le SNESUP, à la Fac, dans les manif ou lors des occupations d'établissements. Au début du mois nous revendiquions encore autour des mots d'ordre « *Solidarité, fin des provocations et des sanctions* » mais depuis le 10 mai le volet revendicatif s'est orienté d'avantage sur les thématiques du monde enseignant et, plus largement, sur celles des travailleurs et des citoyens...⁸

Le 27 mai, les négociations de Grenelle sont étendues à la fonction publique. La FEN quitte la séance. Le 4 et le 5 Juin se déroulent des négociations au ministère de l'Éducation nationale. Le 6, le conseil national du SNES appelle à la poursuite de la grève, mais la CA nationale de la FEN appelle à la reprise du travail. Le 9, une nouvelle consultation interne au

.....
8. La FEN 13, à l'initiative de sa secrétaire départementale Charlotte Pinatel, a obtenu, fin mai, du trésorier payeur général, le versement d'une avance à tous les personnels du département égale à 90% de leur salaire mensuel.

SNES conduit, trois jours plus tard, à la reprise des cours et au déroulement des examens suivant un calendrier adapté. Pourquoi reprenons-nous le travail ? Nous autres, les dirigeants de la FEN 13, pensons que la situation n'est pas « révolutionnaire ». Nous dénonçons des situations et des projets, demandons des améliorations mais les conditions politiques d'une alternative démocratique ne sont pas remplies. Le mouvement n'est pas majoritaire dans le pays. L'opération de division de Charléty et les positions de la mouvance « gauchiste » ne facilitent pas les choses. Les avancées obtenues sont importantes. Il faut préserver l'outil syndical. Les adhérents se retrouvent dans les décisions prises puisque le SNES verra son rapport d'activité largement approuvé au printemps 1969 et ses effectifs passer de 65 000 à 93 000 en quelques années. Il ne fallait pas sacrifier la génération des élèves qui passaient les examens (On voit encore de nos jours le frein que représente l'approche du bac sur la mobilisation des enseignants.).

Mai 68 permet des avancées significatives. Au niveau des salaires, l'attribution de 10 à 15 points d'indice à tous les personnels et l'augmentation supplémentaire de 6,25 % de la valeur du point d'indice correspond à plus de 20 % du salaire en bas de la grille. Sont créés 1 000 emplois dans les CPR, 3 500 postes de certifiés, 2 000 de surveillants, 7 500 maîtres auxiliaires deviennent adjoints d'enseignement. Un plan triennal d'intégration des MA et des AE dans le corps des certifiés est mis en place accompagné de réductions de service pour les profs du technique, les profs post-bac, les surveillants. La question des effectifs des classes à travers les plafonnements à 35 (CES) et 40 (lycées) ne connaît pas d'amélioration décisive. Les avancées les plus significatives concernent l'ouverture aux élèves et aux parents des conseils d'administration des établissements, l'amélioration du fonctionnement des commissions paritaires. Certaines orientations annoncent les progrès qui seront mis en œuvre au cours des années suivantes : la démocratisation de l'accès à l'enseignement avec les nouveaux lycées et collèges, l'instauration de

la mixité dans tous les établissements, le développement de l'enseignement technique public. A l'image de « mai 68 comme irruption de la parole », une nouvelle vie dans les établissements et dans l'enseignement se fraie un chemin : les profs, l'administration, les parents, les élèves, en plus grand nombre, osent se réunir, parler, écouter, proposer, participer avec pour conséquences l'établissement de nouveaux rapports, une participation réelle des parents et des élèves, des remises en cause positives de la pédagogie et des contenus.

Propos recueillis par Gérard Leidet.

Témoignage de Vincent Burroni⁹

Votre engagement militant est-il antérieur à Mai 68 ?

Lorsque débutent les événements de Mai, je travaillais depuis trois ans déjà dans le laboratoire de l'usine Naphtachimie de Lavéra¹⁰. J'avais établi de bons contacts avec mes camarades syndiqués sans pour autant que cela ne me pousse à m'engager moi-même. Je trouvais la CGT combative mais handicapée par certaines lourdeurs de fonctionnement. Minoritaire dans l'entreprise, FO était à mes yeux trop liée à une SFIO dont je n'admettais pas les positions prises lors de la Guerre d'Algérie. Sur le plan politique, on peut simplement dire que mes racines familiales se situaient à gauche¹¹. Avant 1968,

.....
9. Né à Châteauneuf le 1^{er} octobre 1947 dans une famille d'origine italienne, Vincent Burroni a passé toute sa vie professionnelle au sein de Naphtachimie. Il est actuellement maire de Châteauneuf, vice-président de la CUM, conseiller général du canton Châteauneuf/Côte bleue. Il siège en outre à l'Agence de l'eau et au Comité de bassin Rhône/Méditerranée.

10. Vincent Burroni fut embauché à Naphtachimie après avoir passé son baccalauréat au lycée Langevin de Martigues. Pendant trois ans, il suivit les cours du soir dispensés par l'école de chimie de Marseille.

11. Son grand-père maternel, pêcheur de profession, était un proche d'Armand Audibert, le maire socialiste de Châteauneuf, aux côtés duquel il avait participé à la Résistance. Son grand-père paternel et son père étaient proches du PCF.

mes activités militantes se limitaient donc au seul secteur associatif. Joueur de foot amateur, je m'étais vu octroyer assez vite, dès l'âge de 17/18 ans, des responsabilités croissantes au sein du club du Castellans. Je pus ainsi assouvir d'une autre manière ma passion pour le ballon rond en contribuant à la bonne tenue du local, en m'occupant du secrétariat puis en devenant responsable d'une équipe de cadets. Sans en être conscient, j'éprouvais déjà aussi du plaisir en me rendant utile auprès des autres.

Quelles images vous reste-t-il de votre implication dans la grève de Naphtachimie ?

Les choses se sont déroulées d'elles-mêmes en mai 68. Comme d'autres camarades de travail, j'ai pris la balle au bond sans être syndiqué. Naphta a suivi la vague de fond qui secouait déjà la France. Ma participation aux piquets de grève reste, aujourd'hui encore, un des souvenirs forts de ma vie de militant. Pour nous les jeunes, notre cœur battait fort car nous étions conscients de notre responsabilité dans la partie qui était engagée sur le plan national. Il fallait « tenir » devant l'entrée de l'usine malgré un DRH vindicatif, des jaunes plutôt agressifs qui tentèrent de pénétrer dans l'enceinte de l'usine avec des intentions plutôt malveillantes. Une forte mobilisation donc mais rien de sensationnel à Naphta, les grèves dures s'y produisirent plus tard¹². Il y eut aussi les défilés dans Martigues, les meetings à la Bourse du Travail, l'organisation entre camarades pour l'utilisation syndicale collective des véhicules en ces temps de pénurie d'essence. Je ne fus pas affecté par la fin de la première grève dans laquelle je m'étais impliqué. Je ressentis plutôt un énorme abattement lors du résultat des législatives de juin 68. Jusque là, dans mon esprit, peu importait ce que faisaient Mitterrand, le PC ou les autres. J'espérais juste avec force que la gauche allait arriver au pouvoir pour mettre fin à dix années de raideur toute militaire du régime gaulliste. Bien que frappé par l'ampleur de la

.....
12. En compagnie d'autres camarades, Vincent Burroni fut accusé par un juge d'instruction d'entrave à la liberté du travail.

manifestation du 30 mai sur les Champs-Élysées¹³, je croyais qu'une issue politique favorable était possible. Ce moment d'abattement ne dura pas puisque, avant la fin de l'année, j'avais pris ma première carte à la CFDT.

Peut-on dire que votre implication dans la grève de Naphtachimie est à l'origine de votre implication militante ?

Les événements de Mai 68 me firent, à l'âge de 21 ans, franchir plus tôt un pas décisif et irréversible, ils accélérèrent une certaine maturation dans mon esprit. Je pense que je serais allé de toute façon vers la CFDT mais ce choix se trouva confirmé par les réponses adaptées que cette confédération apporta aux problèmes en débat en Mai 68. Mon cas n'est pas isolé. Beaucoup de jeunes travailleurs issus du baby-boom firent de même. Ils s'engagèrent à la CFDT parce qu'ils ne se seraient pas sentis aussi à l'aise dans les autres organisations syndicales. Un camarade de travail, mon ami Jean-Claude Aparicio, fut pour beaucoup dans mon adhésion à la toute récente section de Naphta qu'il avait organisée en compagnie de Camille Honoré. Comme pour de nombreux autres jeunes techniciens de ma génération, la combativité, les idées novatrices (l'autogestion en particulier), le fonctionnement démocratique (la parole donnée à la base) de cette confédération, firent le reste. Toujours sous l'impulsion de Jean-Claude Aparicio, mon implication syndicale alla crescendo. Suivant ses conseils, je devins délégué du personnel avant d'être élu l'année suivante au comité d'entreprise où la CFDT était devenue majoritaire¹⁴. Tout d'abord secrétaire adjoint (1972), je remplaçais Jean-Claude Aparicio au poste de secrétaire. Parallèlement à la conduite de grèves très dures, j'eus ainsi à gérer au mieux les intérêts de 3 200 salariés au travers des activités sportives, des colonies de vacances, de l'aide sociale... Je coordonnai l'action des dix autres élus du CE. Je fus comptable de sommes d'argent importantes

.....
13. J'en avais mesuré l'importance en visionnant le journal télévisé du soir chez mes parents.

14. La section CFDT comptait alors plus de 500 adhérents.

(environ 6 millions de francs). Je supervisai aussi le Comité Hygiène/Sécurité. Avec le recul du temps, je considère que cette expérience, ainsi que la formation interne dispensée par la CFDT (cours de droit syndical, de gestion et d'économie mais aussi aide aux différentes formes de l'expression), me furent d'un grand secours dans mon parcours politique.

Justement, est-il là aussi possible de relier ce parcours à votre engagement de Mai 68 ?

Après l'échec brutal des législatives des 23 et 30 juin 1968, je trouvais, à l'instar de certains de mes camarades de la CFDT, beaucoup de réponses à mes attentes déçues dans les thèses défendues par le PSU. Je me sentais en outre attiré par la personnalité de Michel Rocard. Je n'étais pourtant sans doute pas encore prêt pour une immersion dans la lutte politique puisque cette convergence d'idées ne me conduisit pas à rejoindre les rangs de ce parti. Il fallut attendre le congrès d'Épinay en 1971 pour que se lève définitivement, à mes yeux, l'hypothèque SFIO. Je répondis favorablement à la demande d'Henri d'Attilio¹⁵ de rejoindre le Parti socialiste. D'autres jeunes au parcours similaire au mien firent de même. Représentant une nouvelle génération, cette équipe se vit assez vite confier des responsabilités. En ce qui me concerne, je devins dès 1972 secrétaire de la section PS de Châteauneuf. A partir de cette date, je veillais scrupuleusement à ce que mes activités politiques et syndicales demeurent séparées. Je ne voulais pas que, à l'image de ce qui se passait entre le PCF et la CGT, la CFDT devienne la courroie de transmission du PS. C'est pourquoi, tant que j'ai exercé un mandat syndical, je n'ai jamais distribué un tract politique à l'entrée de Naphtachimie.

Quel jugement portez-vous en définitive sur les événements de Mai 68 ?

Si, quarante ans plus tard, on continue à en parler c'est qu'ils furent importants. Mai 68 a fait sauter de nombreux verrous, en particulier au profit des femmes. Mai 68 a permis la mise en avant de revendications d'un nouveau type, celles portant sur les conditions de travail par exemple. Ce fut la fin des patrons de droit quasi divin. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles la droite s'obstine à vouloir « liquider » cette période. Pour ma part, Mai 68 restera à jamais un bref moment d'une exceptionnelle intensité que j'ai vécu en tant que jeune militant. Mes camarades et moi-même étions-nous pour autant des rêveurs, des utopistes ? Pour couper court à ce type d'accusation stérile, je répondrai en citant ce que disait Jaurès à propos de l'engagement militant : *« L'essentiel est que nous agissions selon notre idéal, que nous donnions notre force d'un jour à ce que nous croyons la justice, et que nous fassions œuvre d'homme en attendant d'être couché à jamais dans le silence de la nuit. »*

Entretien réalisé par Jean-Claude Lahaxe.

.....
15. Né le 4 février 1927 à Châteauneuf-les-Martigues, cadre de Sud-Aviation (Aérospatiale actuelle) à Marignane, Henri d'Attilio a adhéré au Parti socialiste SFIO en 1945. Membre depuis 1953 de l'équipe municipale dirigée à Châteauneuf par Armand Audibert, il a succédé à ce dernier le 22 novembre 1970. Voir à son sujet le tome 4 de la nouvelle série du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier/mouvement social, 1940/1968* (paru en 2008).

D'autres regards sur Mai 68 : l'engagement des communistes martégaux

Jean-Claude Lahaxe

Dans les premiers jours de mai 68, les événements parisiens n'ont pas encore de répercussions sur l'activité des communistes martégaux. Le 2, dans le cadre de la rencontre de Paris¹, ils reçoivent une délégation de femmes du Nord Viêt-nam. Ils organisent le 5 une « vente de masse » de la presse de leur parti et se mobilisent en vue de la journée du 15 pour l'abrogation des ordonnances d'août 1967 sur la Sécurité sociale. Le 8 mai toutefois, ceux d'entre eux qui achètent *La Marseillaise* prennent connaissance de deux déclarations qui guideront leurs prochains engagements. L'une est un communiqué du secrétariat du PCF, l'autre une déclaration de Georges Séguy, le secrétaire confédéral de la CGT. Les deux textes demandent l'arrêt immédiat de la répression à l'encontre des étudiants, le retrait des forces de police, la réouverture des facultés et la libération des emprisonnés. Le secrétariat du PCF se prononce en outre en faveur d'une démocratie « nouvelle » ouvrant vers le socialisme. Georges Séguy, quant à lui, met en garde les travailleurs contre les « gauchistes », « éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière » et l'UNEF pour le plus grand profit « du pouvoir et des cercles réactionnaires ». Cet article vise à analyser de quelle manière cette volonté du PCF et de la CGT de peser politiquement sur les événements, sans pour autant être débordés sur leur gauche, fut appliquée localement.

LES PREMIERS ENGAGEMENTS

A la suite des décisions adoptées « d'urgence » le samedi 11 mai par leurs

.....
1. Les négociations entre Américains et Nord-Vietnamiens débutent à Paris le 10 mai. Le 2 à Martigues sont présents trois responsables du PCF Jean Granero (secrétaire de section), Vincensini, Melle Blanc. Albert Peritore est là en tant que secrétaire de la JC. Raoul Reynoird et Edmond Peraudeau représentent le secrétariat de l'union locale CGT.

confédérations respectives, les unions locales CGT, CFDT et FEN appellent dans un tract à réagir face aux « aux graves événements du Quartier Latin » de la nuit du 10 mai². Il s'agit, selon elles, de « relever le défi du pouvoir » au nom de la liberté et de la démocratie et de concrétiser « l'union des travailleurs et des étudiants ». Le 13 mai, les communistes participent en force au meeting qui clôt cette journée de grève. Face aux seuls responsables locaux de la SFIO, ils sont épaulés par le maire Francis Turcan et son adjoint Paul Lombard³. Deux représentants la fédération des Bouches-du-Rhône Pierre Dodoussian et Joseph Oms, même si ce dernier s'exprime au nom de l'UD-CGT, sont venus de Marseille⁴. Tous deux exigent que le pouvoir soit confié à un gouvernement issu du rassemblement « des forces ouvrières et démocratiques⁵ ».

La présence communiste est de nouveau perceptible le 15 mai lorsque des responsables des syndicats de l'enseignement et un représentant de l'UNEF défilent aux côtés des élèves du lycée Langevin et des CET de Port-de-Bouc et de Marignane. Outre la solidarité avec les étudiants pa-

.....
2. Tract communiqué par l'union locale CGT.

3. Représentant la fédération des Bouches-du-Rhône, Maurice Garenq veille durant tout le mois de mai à ce que la ligne définie par le parti soit correctement appliquée. Né le 12 mars 1918 à Salin-de-Giraud (Bouches-du-Rhône), ce cadre permanent du parti, ancien employé de la poste puis ouvrier de l'industrie chimique, s'est syndiqué et a adhéré aux Jeunesses communistes dès 1936, a participé à la Résistance et a rejoint les rangs du PCF en 1943. Membre du bureau fédéral depuis 1947, il a été responsable de la section d'Arles de 1953 jusqu'en 1965. Depuis cette date, il a en charge le secteur de Martigues (AD BdR dossiers 148 W 290 et 294. Archives centrales du PCF (AC PCF) décision du secrétariat du 11 février 1954. Archives de la fédération des Bouches-du-Rhône (AFPCF BdR), listes établies de mars 1952 à août 1968. *La Marseillaise* en particulier en mai 1968. Déclarations effectuées par le militant).

4. Pierre Dodoussian siège au comité de la fédération des Bouches-du-Rhône (après avoir été membre du bureau de 1962 à 1965). Secrétaire de l'UD-CGT depuis mai 1962, Joseph Oms est aussi en 1968 membre du bureau de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône (AC PCF, listes établies par la fédération des Bouches-du-Rhône entre 1956 et 1968. Entretien avec Joseph Oms du 27 février 1996).

5. *La Marseillaise*, 15 mai 1968.

risiens, les réclamations formulées portent surtout sur les questions de moyens habituellement mises en avant par le PCF : assurer des débouchés après le CAP, construire des locaux et créer des postes de professeurs. Tout n'a sans doute pas pu être contrôlé par les militants communistes puisque, dans son édition du 17 mai, *La Marseillaise* signale, sans s'étendre sur la question, la présence de mots d'ordre reflétant « un certain folklore qu'il faut comprendre chez les jeunes ». Le défilé se termine devant la mairie où Francis Turcan explique que l'avenir de l'Éducation nationale dépend de l'application du plan Langevin-Wallon par un gouvernement se situant réellement à gauche.

Ainsi que l'a demandé le 21 mai le bureau de la fédération des Bouches-du-Rhône⁶, les communistes martégaux syndiqués à la CGT s'efforcent, sous la direction de Raoul Reynoird⁷, le secrétaire général de l'union locale, de contrôler ou de peser sur les différents comités de grève. Jean Granero⁸, le secrétaire de la section de Martigues fait ainsi partie de celui de la CFR à La Mède. Chaque fois qu'ils le peuvent, tous poussent pour que la plate-forme de revendications mentionne la

.....
6. Estimant que le moment est venu de se mobiliser encore plus pour exiger un accord entre les partis de gauche « sur la base d'un programme commun de gouvernement au contenu social avancé », le bureau demande aux militants de contribuer « puissamment » à la formation de comités d'action pour un gouvernement populaire d'union démocratique et d'organiser des débats parmi les travailleurs en grève. *La Marseillaise*, 22 mai 1968.

7. Raoul Reynoird est né en 1923 à Bouc-Bel-Air (Bouches-du-Rhône). Tout d'abord apprenti pâtissier, il adhère à la CGT juste avant la Seconde Guerre mondiale. Il travaille ensuite dans le bâtiment avant d'être élu secrétaire de l'union locale CGT de Martigues. Il est membre du PCF depuis 1947. Source : Déclarations du militant, 29 mai 2008.

8. Jean Granero, né en 1934, a rejoint les rangs du PCF en 1963. Le 10 mars 1968, il a été promu au comité de la fédération des Bouches-du-Rhône. Source : AFPCF BdR, liste établie le 14 août 1968. A ses côtés au sein du comité de grève se trouve Victor Pistoun. Né le 16 octobre 1922 à Martigues, ce militant communiste a été, dans cette commune, secrétaire de la Société mutualiste des ouvriers et employés de Martigues (fondée en 1948) et secrétaire de l'union locale CGT. Source : Archives municipales de Martigues (AMM), dossiers Q 19 G1 B, 21 F1, 21 F13.

formation d'un gouvernement d'union populaire ainsi que la suppression des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale⁹. Forts de leur statut d'élus, Francis Turcan et Paul Lombard s'impliquent fortement pour soutenir ces luttes. Le 22 mai, ils font adopter, à l'issue d'une réunion extraordinaire du conseil municipal, une motion de soutien et une subvention aux grévistes¹⁰. Ils animent des meetings à l'extérieur des usines occupées¹¹.

UNE ACCENTUATION DES EFFORTS

En réponse aux attentes de la CGT qui en appelle à des « rassemblements de masse¹² », une grande manifestation est organisée le 24 mai alors que se profilent les négociations de Grenelle et que la gauche non communiste tente de trouver une solution politique à la crise. La présence, aux côtés des militants et des maires de Martigues, Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis et Saint Mitre Les Remparts¹³, de Georges Lazzarino, secrétaire fédéral et membre du comité central, les appels lancés aux commerçants pour qu'ils baissent leurs rideaux en signe de solidarité avec les travailleurs en lutte¹⁴, l'enlèvement exceptionnel des ordures que la municipi-

.....
9. Ce point particulier figure dans les revendications formulées, respectivement le 20 et le 21 mai, par les municipaux CGT et par le SNI. Archives communales de Martigues, dossier 22 F2. Ainsi que le déclare le Bureau politique du PCF le 23 mai, l'abrogation des ordonnances figure en tête des réformes de structures « profondes » qui doivent caractériser « une politique sociale avancée permettant d'aller au socialisme ».

10. Le conseil municipal organisera aussi la distribution de bons alimentaires. Le 30 mai, Francis Turcan autorise au profit des enfants de grévistes l'ouverture d'une cantine scolaire.

11. Les 26 et 31 mai, ils se déplaceront à nouveau pour soutenir les grévistes de Martigues et des environs.

12. *La Marseillaise*, 24 mai 1968.

13. Il s'agit de Francis Turcan, René Rieubon, Vincent Porelli et Marius Fournier, respectivement maires de Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis et Saint Mitre Les Remparts.

14. Le 22 mai, un tract du Mouvement de défense sociale des commerçants et artisans a appelé à une fermeture des magasins et boutiques pour exiger l'arrêt des dépenses improductives et de prestige, une réforme « démocratique » de la fiscalité, le remplacement de la « désastreuse » TVA par une taxe unique au seuil de la commercialisation, l'arrêt de l'augmentation des cotisations vieillesse et une diminution des charges.

palité obtient de ses éboueurs¹⁵, traduisent l'importance que le PCF accorde à cette journée. Toutes les allocutions sont construites autour de la question de la formation d'un gouvernement populaire et d'union démocratique.

Le lendemain, élus et militants communistes font adopter par les représentants de la SFIO, du PSU et du parti radical, par les responsables syndicaux de la CGT, de la CFDT, du SNES, du SGEN et du SNALC (le SNI a voté un texte similaire la veille), par la Ligue des Droits de l'Homme, la Libre Pensée, l'Union Rationaliste et les AIL, une résolution faisant mention aux « profondes réformes de structures touchant aux fondements de la société capitaliste » et à un gouvernement d'union démocratique de gauche¹⁶. Le 27 mai, à Croix Sainte, circule une pétition en ce sens. Le 28, à l'issue d'une manifestation des élèves de terminale du lycée Langevin¹⁷, Francis Turcan souligne que les conditions sont réunies pour un changement de politique. Organisée dans l'urgence à l'appel de la CGT¹⁸, le rassemblement du 29 mai ne bénéficie d'aucun appui extérieur. Les pancartes confectionnées ce jour-là mentionnent « De Gaulle à Colombey, qu'il y reste », « Pompidou démission », « La gauche au pouvoir », « gouvernement populaire¹⁹ ». Dans la soirée, le PCF profite du débat qu'il organise à la mairie pour relier une fois de plus réforme de l'Éducation nationale et changement de politique.

LES LÉGISLATIVES EN LIGNE DE MIRE

La fermeté du discours présidentiel du 30 mai modifie radicalement la donne politique et sociale. Les premiers votes favorables à la reprise du travail se déroulent

.....
15. Le but de cette opération est d'éviter que l'accumulation des ordures braque la population contre les grévistes.

16. AMM, dossier 22 F2.

17. Les principaux slogans de cette manifestation organisée par le CAL de Langevin sont « nous voulons des responsabilités », « unité profs et élèves » et « augmentation des effectifs des agents de l'éducation nationale ». *La Marseillaise*, 30 mai 1968.

18. Le 30 mai, *La Marseillaise* parle d'une action entreprise avec « le minimum de temps de préparation ».

19. *La Marseillaise*, 31 mai 1968.

dans la soirée du 1er juin à la CFR, le 2 à BP et le 4 à Naphtachimie²⁰. L'union locale CGT s'efforce pourtant de convaincre les travailleurs d'arracher le plus d'avancées possibles avant de reprendre le travail. Elle proclame dans un tract que les déclarations anticommunistes du général « ne sauraient intimider la classe ouvrière fermement résolue à faire valoir ses droits et à promouvoir la démocratie avec toutes les autres forces progressives du pays²¹ ». Elle organise le 4 juin une réunion pour convaincre les travailleurs encore en lutte de ne pas signer n'importe quoi alors que les patrons sont « plus vulnérables » puisqu'ils ont besoin de main-d'œuvre extérieure depuis la reprise dans la pétrochimie²².

Conscient que tous ces efforts ne peuvent inverser la tendance à la reprise, le PCF compte désormais sur les prochaines législatives pour imposer un changement de politique. Dès le 5 juin paraît dans *La Marseillaise* un premier article de Georges Righetti détaillant les raisons de voter communiste. Le Parti, déclare-t-il, a été le seul à lutter dès le 13 mai 1958 contre le pouvoir gaulliste. La relève démocratique ne pourra donc se faire qu'avec sa participation à un gouvernement de la gauche unie. Gaston Defferre, en affirmant que la FGDS représente la seule force d'opposition, empêche de réaliser cette indispensable unité dès le premier tour. Quant aux gauchistes « de toutes étiquettes », à l'instar de Trotski et de tous les « ultra révolutionnaires », ils aident la bourgeoisie à régner. Le 11 juin se déroule le meeting d'ouverture de la campagne de René Rieubon et de Paul Lombard, les candidats du PCF dans la 10^e circonscription des Bouches-du-Rhône. Les orateurs, après avoir expliqué que « le facteur de désordre, c'est le pouvoir gaulliste », réclament, une fois de plus, la formation d'un véritable gouvernement d'union de la gauche. La solution, précisent-ils, ne

.....
20. Ces entreprises de la pétrochimie sont toutes proches de Martigues : la CFR est située à La Mède, BP et Naphta à Lavéra.

21. Document non daté. AMM, dossier 22 F2.

22. *La Marseillaise*, 3 juin 1968. Le mot d'ordre confédéral est « Renforcez la grève là où vous n'avez pas obtenu satisfaction ».

réside pas dans un quelconque replâtrage ou dans une « vague formule centriste ». Le dilemme n'est pas le gaullisme ou le communisme mais la dictature gaulliste ou la démocratie.

Tout au long des mois de mai et juin, les communistes martégaux ont associé leurs multiples engagements au mot d'ordre de gouvernement d'union. Cette forte mobilisation se solde par un échec politique sur le plan national avec le raz-de-marée de l'UDR à l'issue des législatives des 23 et 30 juin et un groupe communiste tombant de 73 à 34 députés. Le bilan local est par contre beaucoup plus positif. La section de Martigues revendique 80 nouveaux adhérents²³. René Rieubon, bénéficiant d'une solide implantation, conserve son siège au second tour²⁴. La municipalité dirigée par Francis Turcan ne s'est coupée ni des grévistes ni de la population, en particulier en obtenant du personnel communal qu'il procède à un enlèvement exceptionnel des ordures, qu'il effectue les plantations de printemps et qu'il distribue les colis de la fête des mères²⁵. Preuve de ce bon ancrage, Paul Lombard succèdera sans problème à Francis Turcan lors du décès de ce dernier le 8 décembre 1968. Sa facile réélection lors des dernières municipales démontre qu'une des forces du PCF réside, aujourd'hui encore, dans ses élus de terrain.

.....
23. Le dimanche 9 juin, elle organise une fête en leur honneur. AMM, dossier 22 F2. La section de Port-de-Bouc met en place quant à elle une école élémentaire pour ses 20 nouveaux adhérents.

24. Alors qu'il avait recueilli 56,7 % des suffrages exprimés le 12 mars 1967, René Rieubon l'emporte cette fois seulement avec 51,17 % suffrages face au même candidat UDR.

25. Le 7 juin, les municipaux grévistes regrettent toutefois d'avoir été obligés de participer à l'occasion de la fête des mères à une manifestation artistique « qui n'était pas initialement prévue ».

Mai-juin 1968 à Port-Saint-Louis-du-Rhône

Honoré Charrière¹

En 1968, j'avais 49 ans. À cette époque, j'étais secrétaire général du syndicat CGT des ouvriers dockers de Port-Saint-Louis-du-Rhône, mais également maire adjoint depuis mai 1964. Quels changements dans la ville depuis l'arrivée à la tête de la municipalité d'une équipe conduite par Vincent Porelli et comprenant une représentation de responsables communistes, syndicalistes ainsi que deux médecins et cinq fonctionnaires de l'État ! Élu maire adjoint, j'avais démissionné du poste de secrétaire général de l'UL CGT où j'avais été élu en 1947. Je fus remplacé par le secrétaire général du syndicat des douaniers. La nouvelle municipalité favorisa des pratiques démocratiques mises à mal depuis 18 ans dans la ville et dans les entreprises.

En 1968, Port-Saint-Louis était un grand port de commerce : plus d'un million de tonnes manipulées par jour, 400 travailleurs sur l'ensemble du port (dont 90 % syndiqués à la CGT). Des usines d'essence, de produits chimiques, de bois africain, des minoteries : la ville comptait à l'époque environ 2000 salariés. L'action pour de meilleures conditions de vie et de travail était donc souvent à l'ordre du jour des réunions de l'Union locale.

En 1968, tout se précipita suite aux affrontements entre étudiants et forces de l'ordre. Les responsables des syndicats CGT de notre ville appelèrent aussitôt les travailleurs à une riposte de masse le 12 mai 1968. Un grand rassemblement eut lieu après un défilé, sur la place de la mairie, en présence du maire, des responsables CGT, mais également du curé de la paroisse, solidaire des travailleurs (voir photo page suivante).

La grève fut déclarée sur le port, avec occupation de la direction du port. Deux jours plus tard, l'ensemble des usines

avait cessé le travail. L'usine de produits chimiques Gerland était occupée. Les portes des usines de pétrole et du centre de ravitaillement d'essence étaient bloquées.

Pendant ce temps, la municipalité avait mis à notre disposition des cars pour aller manifester à Arles, auprès du sous-préfet et à Marseille, avec l'ensemble des grévistes du département. Tous les soirs, l'Union des femmes françaises servait un café chaud à tous les occupants.

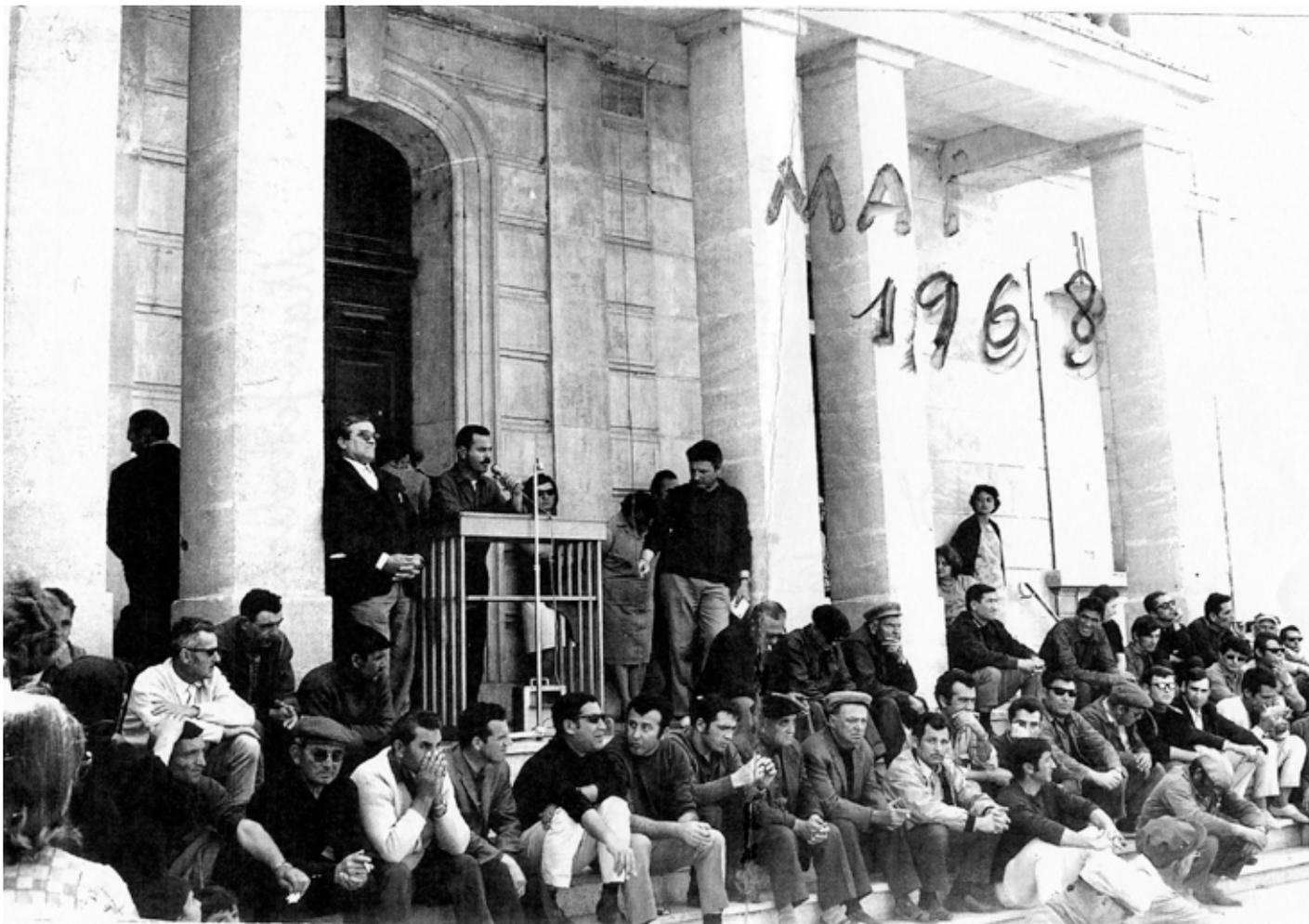
À la suite des accords de Grenelle et après plusieurs réunions avec les employeurs de manutention et d'usines, des accords étaient obtenus : pour les dockers, application des mesures de sécurité, augmentation des salaires des forfaits et des travailleurs à la journée, paiement de 5000 francs à l'ensemble des dockers des jours de grève, paiement du salaire du permanent syndical et le secrétaire général est élu au bureau central de la main-d'œuvre ; dans l'ensemble des usines, augmentation des salaires et jours de grève payés.

Hommage à Honoré Charrière

Ce Bulletin était sous presse lorsque nous avons appris le décès, le 18 septembre, d'Honoré Charrière. Il nous avait envoyé son témoignage sur Mai 68 il y a quelques semaines. Nous souhaitons aujourd'hui lui rendre hommage. Il a été parmi les premiers adhérents de PROMEMO et il nous faisait régulièrement parvenir des textes.

Militant du Parti communiste à Port-Saint-Louis-du-Rhône, secrétaire de l'Union locale CGT, du syndicat CGT des dockers de 1953 à 1974, responsable de la Fédération des ports et docks de 1952 à 1966, 1^{er} adjoint et conseiller municipal de 1965 à 1977, il fut une personnalité historique du mouvement ouvrier en Provence et au-delà. PROMEMO présente toutes ses condoléances et amitiés à sa famille, ses amis et ses camarades.

.....
1. Retraité docker.



Meeting à Port-Saint-Louis-du-Rhône avec Georges Lazzarino (Fédération du PCF), Pagier (UL CGT), Vincent Porelli, député-maire, Vialari, curé de la paroisse.

Quelques aspects de Mai 1968 à Toulon et dans le Var

Patrick Hautière

Quand débutent les événements de Mai 1968, la situation économique dans le département du Var est loin d'être florissante. Le nombre de chômeurs a plus que triplé en 5 ans, passant de 1 590 demandes d'emplois non satisfaites en 1963 à 4 936 en janvier 1968. Plusieurs entreprises de plus de 100 salariés ont fermé à La Seyne, Six-Fours, Brignoles et Barjols¹. Le patronat ayant par ailleurs toujours refusé de négocier, les salaires réels sont, selon l'Union départementale

CFDT, inférieurs de 40 % à ceux de la région parisienne².

Mais la révolte est d'abord étudiante et la presse régionale en rend compte. Elle signale que les étudiants d'Aix s'associent au mouvement avec l'UNEF³. A Toulon, les lycéens s'agitent au lycée Dumont d'Urville autour des Comités d'Action Lycéens, ce qui suscite des inquiétudes comme le montre l'enquête effectuée le 9 mai 1968 par le quotidien *Le Provençal Var-Côte d'Azur*. L'une des personnes interrogées à Draguignan déclare en effet : « Que l'on manifeste pour de meilleures conditions de travail, cela se comprend, de même que pour une libéralisation des universités et pour la formation professionnelle. Mais il n'y a aucune raison de descendre dans la rue pour des questions politiques. Cela est préjudiciable morale-

1. Des tanneries en particulier, *Le Provençal Var-Côte d'Azur*, 3 mai 1968.

2. Interview de Robert Meilhac dans *République-Le Provençal*, 30 mai 1968.

3. *Le Provençal Var Côte d'Azur*, 7 mai 1968.

ment et matériellement à la préparation des examens. Il faut se méfier des agitateurs patentés qui ne sont même pas des étudiants.»

De leur côté, les syndicats alertent les salariés. De multiples actions sont lancées dans les PTT par la CGT et la CFDT pour la semaine du 7 au 10 mai. Pourtant, la mobilisation est difficile. Mais les graves événements parisiens de la nuit du 10 mai changent la donne.

Le 11 mai, les unions départementales CGT, CFDT, FO, la FEN, le SNI, l'UNEF et les Comités d'Action des Lycéens appellent à la grève générale pour le lundi 13 mai avec un rassemblement à 9 heures devant le lycée Dumont d'Urville. La gauche varoise (SFIO, PCF) apporte son soutien à cette initiative. L'Union départementale CFTC décide par contre de ne pas participer pas au mouvement et de s'abstenir: elle considère la grève du 13 mai comme politique⁴.

À Brignoles le 12 mai, à l'appel de la FEN (SNI, SNES) et des parents d'élèves 1 500 personnes manifestent pour défendre la laïcité. Ils entendent le cri de colère de Jean Cornec, président de la fédération nationale des parents d'élèves s'élevant contre la conduite des forces de l'ordre dans la nuit du 10 au 11 mai, parlant même de scandale. Les responsables de la manifestation et les élus de gauche présents appellent à rejoindre la manifestation des syndicats⁵.

Le 13 mai l'Arsenal, l'EDF, la Poste, les typographes cessent le travail à Toulon. Les chantiers navals de La Seyne sont occupés. «Grève largement suivie et important défilé à Toulon», titre le journal République-Le Provençal du mercredi 15 mai: 8 000 à 10 000 personnes parcourent les rues à l'appel des UD CGT, FO, CFDT de la FEN, des parents d'élèves et des élus de gauche. Des jeunes sont en tête suivis d'autres donnant le bras aux représentants des syndicats. Ensuite, une immense banderole, «Ouvriers-Etudiants-Enseignants-Solidaires», et

4. *La République- Le Provençal*, 13 mai 1968.

5. Dans *CFDT Informations*, feuille de chou non datée de l'UD qui reprend ce que dit la confédération.

l'énorme cortège des manifestants⁶. À Saint-Tropez, une centaine de grévistes de l'arsenal des torpilles manifeste silencieusement.

Le samedi 18 mai, les cheminots de Toulon ont lancé la grève générale et illimitée, mais le responsable des comités de grève Biguglia (FO) prévient: «Nous avons créé un comité de grève, mais nous ne tolérerons aucun excès. N'oublions pas qu'il s'agit de notre outil de travail⁷.»

Le lundi 20 mai, *La République-Le Provençal* titre à la une: «Généralisation des grèves» en ajoutant «Toulon privé aujourd'hui de trolleys, débrayage attendu à EDF». Et le lendemain: «Arsenal: débrayages massifs et manifestations en ville. Chantiers de La Seyne: l'entreprise est occupée par les ouvriers» avec la photo des manifestants de l'Arsenal écoutant le discours de Charles Alessi secrétaire général du syndicat CGT.

Les salariés de l'Arsenal, en grève continue depuis le 20 mai, constituent, en liaison avec les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, des comités de grève. On en recense 38 dans les ateliers, bureaux et services de l'arsenal principal, l'arsenal du Mourillon, la pyrotechnie, Cuers et d'autres centres extérieurs. La Mutuelle Marine est en grève avec la clinique dentaire (communiqué du 20 mai) et les mineurs de Brignoles occupent le carreau. La grève s'étend aux PTT, à l'EDF et dans les hôpitaux. La CFDT du Var appelle les salariés à développer les luttes en cours et la CGT du bâtiment de Toulon tient une assemblée générale pour engager les travailleurs de ce secteur dans la lutte.

Les effets de la grève se font désormais sentir dans la vie quotidienne: 800 voyageurs sont bloqués en gare de Toulon et hébergés par la Croix-Rouge. Les éboueurs toulonnais ne ramassent plus les ordures ménagères et le maire de Toulon en appelle au civisme des travailleurs. Le Crédit municipal, comme la plupart des banques, est en grève. Dans un but

6. Communiqué du 30 mai 1968 (document trouvé dans les archives du syndicat CFDT de l'Arsenal de Toulon).

7. Archives du syndicat CFDT de l'Arsenal de Toulon.

social, le directeur décide d'organiser une permanence au service des «prêts sur gages» pour permettre aux travailleurs sans ressources de se procurer des moyens financiers. Quant au corps médical, il commence à s'inquiéter pour le ravitaillement en essence. Même la finale du championnat de France de rugby opposant Lourdes à Toulon est reportée en juin.

La grève générale s'étend, les syndicats d'enseignants de la FEN (SNES, SNI, SNET-AA) et le SGEN-CFDT lancent l'ordre de grève dans le primaire et le secondaire alors que le comité des classes terminales du lycée Dumont d'Urville annonce l'occupation illimitée de plusieurs locaux du lycée. Le conseil départemental des parents d'élèves s'associe à l'appel lancé par le SNES.

Le 22 mai, 20000 manifestants défilent dans Toulon. Les cafés, hôtels et restaurants sont en grève. Le 24 mai, les travailleurs en grève occupent l'Arsenal pendant la journée. «Cela ne s'était jamais vu ! L'Arsenal de Toulon occupé par les travailleurs en grève» titre en majuscules, le lendemain, en page 2, le quotidien *Le Petit Varois-La Marseillaise*. «C'est la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier qu'un Arsenal de terre ou de mer est occupé par des grévistes», précise le journaliste, «aussi, n'est-il pas exagéré de parler à ce propos d'événement historique» rajoute-t-il.

La CFDT soutient les étudiants: «On nous avait dit que la classe ouvrière était amorphe et que les jeunes ne s'intéressaient à rien et voici que le mouvement étudiant a remis profondément en cause une société croulante oppressante et étouffante.»

Lundi 27 mai: manifestation à l'appel des unions départementales FO, CGT, CFDT, FEN, CGC. Le quotidien communiste *Le Petit Varois-La Marseillaise* annonce 35000 manifestants à Toulon. Des femmes, des jeunes des enfants côtoient les ouvriers de l'Arsenal, les cheminots de Carnoules et de Toulon, les infirmières des hôpitaux en blouse blanche, les ouvriers du bâtiment, les dockers et des paysans du canton du Beausset. Tous les représentants des syndicats et des partis politiques de gauche sont en tête du cor-

tège. Le jour même, à La Seyne, une manifestation se tient à l'appel de la CGT et de la CFDT aux cris de «De Gaulle démission» et «la gauche au pouvoir».

Le 30 mai, alors que les ouvriers de l'Arsenal en sont à leur dixième jour de grève et qu'ils continuent de manifester (15000 personnes dans les rues de Toulon), un protocole d'accord est proposé aux syndicats.

Mais le mouvement commence à se ralentir. Ainsi, sur la commune de La Garde, les enfants des écoles sont reçus par des enseignants non grévistes, les entreprises de métallurgie de la commune fonctionnent. Dans l'habillement, l'entreprise Régine a repris le travail, mais Manupro et la Manufacture Provençale de vêtements restent fermés par les piquets de grève.

Pourtant, l'espoir demeure, les militants de l'Action Catholique Ouvrière (ACO) diffusent dans les manifestations la déclaration nationale de leur mouvement qui affirme «sa solidarité avec les travailleurs en lutte pour accéder aux responsabilités dans l'entreprise et la société».

Le samedi 1^{er} juin, l'Union Nationale d'Action Civique «invite la population toulonnaise attachée à l'ordre et à la liberté à participer en masse à une (contre) manifestation à 18 heures à Toulon» pour faire triompher les «libertés démocratiques».

Le mardi 4 juin, le travail reprend à l'Arsenal à la suite d'une assemblée générale autorisée par le Préfet maritime. De nombreuses avancées ont été obtenues. Les salaires sont augmentés de 4,46 %, avec effet rétroactif à compter du 1^{er} octobre 1967, et de 2,96 % à partir du 1^{er} avril 1968. Les ouvriers en régie directe (ouvriers temporaires n'étant pas passés par l'école d'apprentissage) sont intégrés avec le statut d'ouvriers d'État. Sont créés des Comités d'hygiène et de sécurité dans les établissements ainsi que des commissions paritaires locales. Les salariés de l'Arsenal pourront bénéficier de l'action sociale des armées (crèches pour enfants, centres de vacances). L'exercice du droit syndical est amélioré (dispenses de travail à temps complet pour les établissements du ministère occupant

plus de 100 salariés, 2 heures mensuelles pour réunir les membres des conseils et bureaux des syndicats, 2 heures d'information syndicale annuelle pour tous les salariés). La presse syndicale pourra désormais être introduite dans l'Arsenal à condition qu'elle se consacre exclusivement à des articles d'ordre professionnel. Enfin, les délégués pourront procéder à la collecte des cotisations dehors des heures de travail.

Avant les élections législatives de 23 et juin 1968, l'UD CFDT s'exprime dans un communiqué sur le rapport syndicats et partis politiques: «La CFDT rappelle son refus constant de commander le geste politique de ses membres mais elle estime nécessaire d'exprimer un jugement syndical sur ces élections... La CFDT a

cependant conscience que tout acte syndical a une portée et une résonance politique... et souhaite que tous les travailleurs aient la possibilité de mettre en concordance leur geste politique avec... leur action syndicale.»

Dans Var Matin du 3 mai 1998, Yvon Robert, ancien maire communiste de La Garde et ancien salarié de l'Arsenal revient sur les événements: «Il était de notre responsabilité d'arrêter la grève, car nous ne voulions pas être débordés sur la gauche ou être dépassés par des événements incontrôlables... Nous ne voulions pas prendre le pouvoir. Le mouvement revendicatif ne devait pas se transformer en mouvement révolutionnaire.»



Meeting devant la mairie de La Seyne.

Le lycée Beaussier ou l'exception seynoise ?

Yolande Le Gallo

Le lycée Beaussier, un des 400 lycées occupés en France en mai juin 1968, constitue une exception dans le Var. Si l'intersyndicale des professeurs et agents, le comité d'action lycéen (CAL), y organisent le mouvement de grève illimitée, l'occupation se fait à l'initiative des élèves. Commissions de travail et assemblées générales se succèdent dans l'établissement. Lycéens et professeurs se joignent aux grandes manifestations qui traversent la ville¹. Joie, fête, solidarité, échange, respect, inquiétude, crainte, étonnement, lyrisme, révolte, réforme, réflexion, jeunesse... sont quelques uns des termes qui ressortent des récits des acteurs de cet épisode original de Mai 68².

En 1968, ce jeune lycée polyvalent accueille, de la sixième à la terminale, des élèves de La Seyne et des communes environnantes. La ville, administrée par Toussaint Merle, maire communiste très populaire, vit autour de ses chantiers navals où les syndicats sont puissants. Au lycée Beaussier, 70 % des professeurs sont syndiqués. A côté du SNES majoritaire, les petites sections du SGEN, du SNETA, du SNALC et celle des agents CGT trouvent leur place³. Le document suivant traduit l'état d'esprit qui régnait dans l'établissement quelques jours avant son occupation :

.....
1. Pour l'histoire du mouvement lycéen: CAL, *Les lycéens ont la parole*, Paris, Le Seuil, 1968.

2. Cet article résulte de la confrontation des témoignages des professeurs Michel Alphand, Michèle et Padoue Béretti, Henri Laporte, de Toussaint Codaccioni agent de laboratoire et de Robert Bonaccorsi, ancien élève, que je remercie pour avoir bien voulu confier leurs souvenirs.

3. Syndicat national de l'enseignement secondaire, syndicat général de l'éducation nationale, syndicat national de l'enseignement technique et agricole, syndicat national des lycées et collèges, confédération générale du travail. Faut-il voir dans le fort encadrement syndical et politique dans et hors du lycée, l'une des raisons de la dimension responsable du mouvement à Beaussier?

Le 17 mai 1968, l'intersyndicale (SNES, SNETA, SGEN) réunie en assemblée générale adresse à l'UNEF, au SGEN, au SNESUP et à la FEN Paris le message suivant : les professeurs soussignés, grévistes dès le 13 mai, tiennent à faire savoir aux étudiants engagés dans le mouvement, et à ceux de la Sorbonne ou de Nanterre en particulier : 1) Leur désaccord avec ceux qui contestent à la fois les modalités et le principe même de l'examen, comme source de délivrance des diplômes et concours universitaires. 2) Leur approbation des termes du texte publié, le 14 mai, par le professeur Kastler, « Ne détruisez pas ce que nous voulons construire avec vous... »

L'OCCUPATION DU LYCÉE

La section syndicale du SNES apprend le matin même du 20 mai la décision de grève générale de 24 ou 48 heures. Henri Laporte raconte : « Ca nous est tombé dessus comme un orage d'été. On savait que ça bougeait. Mais on n'a rien compris au début, habitués aux grèves institutionnelles de 24 heures au printemps et à l'automne ». L'intersyndicale suit le mot d'ordre national et, sous la pression des syndiqués, décide la grève illimitée⁴. 90 % des professeurs sont en grève. Robert Bonaccorsi précise les conditions dans lesquelles l'occupation a lieu : « On s'est retrouvé dans les couloirs du lycée, on voulait mettre un drapeau rouge et un drapeau noir. On a rencontré le proviseur du lycée qui nous a dit : vous voulez les clés ? Il nous les a données et on ne savait pas quoi en faire ». Les professeurs, un peu surpris, accompagnent ces élèves qu'ils découvrent réactifs, entreprenants et responsables. « On occupait le bahut comme on occupait une usine, c'était une réappropriation ». Nuits et jours, tous se relaient, dorment dans les locaux de l'intendance, assurent des rondes de nuit autour du lycée craignant les menaces de l'extrême droite. Mais l'occupation c'est aussi la fête, le partage, la joie, la solidarité, les copains, les jeunes. « On mangeait avec les profs, ça ne se faisait pas ». On découvrait « des élèves enflammés, passionnés, des interlocuteurs intérés-

.....
4. Témoignage de Michel Alphand.

sants, une poussée de jeunesse qui voulait changer les vieilles habitudes». «La richesse de ces quelques semaines qui ont compté au centuple» se traduit dans les travaux des commissions et des assemblées générales quotidiennes.

«A BEAUSSIER, ON A TRAVAILLÉ⁵»

Les commissions paritaires traitent du problème des examens, de la liberté d'expression, de la représentation des élèves aux différents conseils de l'établissement, du règlement intérieur, de la pédagogie⁶. Incités à venir participer aux débats, les parents constatent, au travers des dialogues constructifs entre enseignants et lycéens, la maturité des élèves des classes du second cycle⁷. Michèle Béretti confirme ces bonnes relations : «il y avait de la raison, du bon sens, ça ne dépassait pas certaines limites. Après les premiers jours d'appréhension, ça s'est passé dans une ambiance de fête». H. Laporte souligne le sérieux de ces discussions : «On n'a rien proposé du tout, on a repris tous les thèmes des étudiants. Toute l'ambiguïté de notre métier s'est éclairée dans des assemblées permanentes avec des salles pleines d'élèves et une demi-douzaine de collègues qui discutaient avec eux. On a refait le monde».

Le CAL se répartit en une tendance politisée avec les Jeunesses communistes et l'Union des jeunesses communistes marxistes léninistes (maoïstes) et une tendance sociétale. Pourtant il avance surtout des propositions relatives à la transformation de l'école. Dans l'ouvrage cité plus haut (note 1), on compte ainsi 6 pages consacrées à la critique de l'enseignement, 58 aux propositions pédagogiques, 14 pages à l'enseignement technique, autant au contrôle des connaissances et aux «nouveaux rapports sociaux au lycée⁸». Plus «politiques», 20 seulement parlent d'ouverture au monde extérieur et de li-

berté d'expression. R. Bonaccorsi, précise que des revendications telles que le droit de fumer, de porter les vêtements de son choix, de sortir entre les cours, lui semblaient ridicules mais que, même le leader prochinois du CAL refusait l'affrontement : «Une certaine unité générationnelle se manifestait sans pour autant effacer les clivages politiques et théoriques⁹».

CEUX QUI RÉFLÉCHISSENT ET CEUX QUI TRAVAILLENT

Les relations entre le lycée, qualifié plus tard de «rouge», et les chantiers navals, restent distantes contrairement à ce que laisse penser les discours prononcés lors du défilé du 13 mai¹⁰. Raymond Dimo, le charismatique secrétaire de la CGT aux chantiers navals, affirme : «Nous n'oublions pas que les jeunes lycéens ont été auprès de nous lorsqu'il s'est agi de défendre les hommes des chantiers. Aujourd'hui les jeunes se battent pour leur avenir. Nous sommes avec eux dans le combat. C'est pour nous un devoir sacré». Fleury, au nom du SNES, évoque sur un ton lyrique les victimes de la répression à Paris : «Lorsque sur ces barricades se trouvent pour le même combat des universitaires et des ouvriers, tout est possible. Encore faut-il s'unir davantage pour parvenir à la victoire que nous souhaitons tous». En revanche, Jean Pinson représentant du SGEN, reste dans le domaine éducatif en déclarant qu'«il n'est plus possible de voir se poursuivre plus longtemps un enseignement valable peut-être il y a 50 ans mais dépassé aujourd'hui».

H. Laporte dépeint les premiers contacts difficiles avec ceux des chantiers : «Nous n'étions pas sûrs de nous. Nous cohabitons, il était très difficile de faire admettre qu'on était un syndicat. Dans les manifs, nous étions côte à côte, il n'y a pas eu de fraternisation. De notre côté il y a eu une volonté de cette fraternisation mais pas du côté des syndicats ouvriers. Toi tu réfléchis, tu es cultivé, nous on travaille. La CGT, le SNES, on ne compare pas». R. Bonaccorsi parle de liens compliqués avec les chantiers :

.....
5. Témoignage de Padoue Beretti, alors proviseur adjoint au lycée Rouvière à Toulon. Il rappelle que Beaussier est le seul lycée à avoir «travaillé» de la sorte.

6. Tous ces travaux ont été regroupés dans *Les lycéens ont la parole*, op. cit.

7. *La République-Le Provençal*, 22 mai 2008.

8. Robi Morder, «Les Comités d'action lycéens», *Les cahiers du GERME*, n° 22 23 24, 2002.

.....
9. Témoignage Robert Bonaccorsi.

10. *La République-Le Provençal*, 14 mai 1968.

«Je connaissais de nombreux jeunes travailleurs des Chantiers. Nous sortions ensemble et les discussions tournaient assez souvent sur des problèmes culturels (rock, jazz, cinéma...). Dimo cultivait son côté atypique et nous le rencontrions sur des bases amicales mais aussi avec le respect dû à son statut de leader charismatique. Eux, regardaient les profs, les professeurs regardaient la classe ouvrière débouler dans l'univers clos du lycée. Un rapport fantasmagorique ! Ils avaient proposé au SNES leur aide tout en lorgnant les filles¹¹.» T. Codaccioni a une autre vision : «On ne savait pas si on allait être payés. Une vraie solidarité fonctionnait entre les personnels de petite catégorie et les élus des chantiers».

«UNE ÉVOLUTION HISTORIQUE INCONTOURNABLE»

Les cours reprennent en juin. «On était épuisés, on a repris, les examens n'étaient pas loin. Les examens ont eu lieu normalement dans des conditions acceptables, plus ramassés¹².» H. Laporte émet des regrets : «la FEN a posé un dilemme et non une alternative : soit la fin de l'action, soit la grève du bac. J'étais pour le refus de vote». Il évoque un scrutin confus, sans argumentation véritable, brouillé par l'opposition habituelle entre révolutionnaires et réformistes. «On sentait que ça se délitait. Il y a eu ce scrutin non autorisé pour voir ce que les jeunes auraient voté aux législatives¹³.»

Comme tout mouvement social, Mai 68 a été formateur pour le lycéen qu'était R. Bonaccorsi : «Cela m'a structuré, m'a appris beaucoup sur mon histoire personnelle et celle de ma ville, de la société. Ça m'a appris l'organisation, la communication, la propagande, on progressait très vite. La Seyne était assez représentative des luttes ouvrières populaires, syndicales, de la formation d'une conscience sociale mais moins du côté libertaire. Il y a eu une conjonction de l'expression individuelle et de la volonté d'être dans

le collectif». T. Codaccioni conforte cette idée de maturation du militant : «Par ma famille, j'étais ouvert à la militance mais un peu faiblard, 68 a déclenché quelque chose. Après 68 on a eu une section syndicale forte, on se sentait fort. On a eu une considération que l'on n'avait pas». H. Laporte va plus loin : «Mai 1968 a mis au jour jusqu'où l'on peut aller trop loin mais pas plus loin. Je suis convaincu que ce sera un événement historique incontournable... pour le siècle. Quelque chose a été dit, a émergé. Mais ces jeunes refusaient avant tout d'être des consommateurs, ils le sont devenus». M. Béretti retient le changement de la relation professeurs élèves, «la voix des élèves qu'il fallait entendre, une pédagogie plus ouverte sur le monde, une culture plus ouverte». Michel Alphand ajoute : «Envisager la participation des parents et des élèves en conseil de classe paraissait très novateur et audacieux». La parole des jeunes, un lycée et une pédagogie en transformation, la joie et la solidarité... H. Laporte conclut sur Mai 68 : «C'était un bon mois. Quarante ans plus tard on en parle encore... N'en déplaise à ses détracteurs, sa fécondité est toujours vivante».

.....
Ci-contre : A la différence du lycée Beaussier, d'autres établissements remettent en cause la tenue du baccalauréat. C'est le cas du lycée Thiers à Marseille rebaptisé par les lycéens qui l'occupent « Commune de Paris ».

.....
11. R. Bonaccorsi ajoute que c'était «très rigolo» de voir la réaction des profs «très quant à soi» pendant les événements.

12. Témoignage de Michèle Béretti.

13. Témoignage de Rober Bonaccorsi.

LE S.N.E.SUP. SE REFUSE A PRESIDER LES JURYS DU "BAC"

Après les événements d'hier après-midi à la Sorbonne, le S.N.E.SUP. a publié un communiqué qui déclare notamment:

"Dans ces conditions, les enseignants ne peuvent envisager un quelconque fonctionnement de l'Université, en particulier les membres de l'enseignement supérieur, à l'appel du S.N.E.SUP. n'assureraient pas la présence du jury du baccalauréat, qui ne pourra donc PAS AVOIR LIEU."

Ce communiqué nous a été précisé ce matin par un membre de la section départementale du S.N.E.SUP. /

"Nous appliquerons ce mot d'ordre tant qu'une faculté sera occupée par les forces de l'ordre. Ainsi, 80% des profs du supérieur de l'académie d'Aix-Marseille sont concernés. Il semble donc que les candidats s'acheminent vers un examen d'entrée en fac."

Depuis le début du Mouvement les Lycéens, les professeurs, les parents d'élèves avaient contesté l'instauration d'un tel examen. Les lycéens se refusent à présenter un BAC se limitant à la seule fonction de Certificat de fin d'études secondaire; les différents syndicats de professeurs se sont toujours prononcés pour le non passage d'un tel examen; les différentes associations de parents d'élèves ont toujours protesté énergiquement contre de telles modalités d'examen.

TOUS UNIS DEVANT DE TELLES MESURES, NOUS DEVONS REFUSER

LE PASSAGE DE CET EXAMEN. TOUS A LA FAC S^t CHARLES LE LUNDI 17 JUIN

A 19h.



Le COMITE D'ACTION LYCEEN
DE LA "COMMUNE DE PARIS"

Cannes 68... Sous la plage, les pavés!

Henri Lajous

Le Festival commence le 10 mai 1968 avec la projection (hors compétition) d'une version restaurée d'*Autant en emporte le vent* et se poursuit par une grande soirée présidée par la princesse Grace de Monaco. Tout est encore calme mais le titre du film d'ouverture était prémonitoire, le feu couve sous la cendre. La sélection officielle (en compétition) contient d'ailleurs elle aussi quelques titres évocateurs: *Au Feu les pompiers* (Milos Forman), *La Pierre lancée* (Sandror Sara), *Trois Petits Tours et puis s'en vont* (Clive Donner), *Rouges et blancs* et *Ah, ça ira* (Miklos Jancso). Le jury est présidé par un écrivain de 68 ans, membre de l'Académie française: André Chamson. Parmi les jurés: Monica Vitti (Italie), Louis Malle (France), Roman Polanski (Etats-Unis), Terence Young (Grande-Bretagne)...

Le 11 mai, l'Association Française de la Critique demande par le biais de petites affiches que le Festival s'interrompe le 13 mai pour se solidariser avec les protestations estudiantines. Deux jours plus tard, des étudiants cannois et niçois manifestent devant le Palais de la Croisette¹. Cependant, le malaise s'aggrave. Le 16 mai, quelques journalistes se réunissent et se posent la question suivante: faut-il quitter le Festival ou le réformer?

Tout se précipite le 17 mai avec l'arrivée à Cannes d'un certain nombre de réalisateurs venus de Paris: François Truffaut, Jean-Luc Godard, Claude Berri... Ils viennent, en principe, pour organiser

.....
1. Il s'agit d'un édifice aujourd'hui disparu qui se situait à l'emplacement actuel du Noga Hilton.

une conférence de presse sur «l’Affaire de la Cinémathèque» qui avait éclaté en février 1968. Il s’agit de défendre Henri Langlois, son ancien directeur chassé par André Malraux et le pouvoir gaulliste.

Le 18 mai, à 10h30, dans une petite salle du Palais (la salle Jean Cocteau) se tient la réunion du Comité de Défense de la Cinémathèque. Mais l’Affaire Langlois, momentanément oubliée, laisse sa place à une actualité plus pressante. J-L. Godard et F. Truffaut, au nom des États Généraux du Cinéma, communiquent au public présent le contenu de la motion votée la veille à Paris. Ce texte demande «à tous les réalisateurs, producteurs, distributeurs, acteurs, journalistes, membres du jury présents à Cannes, de s’opposer, en collaboration avec leurs homologues étrangers et par les moyens qui leur sont propres, à la continuation du Festival afin de montrer leur solidarité avec les travailleurs et les étudiants en grève...». En fait, tout le monde sent bien qu’au-delà même d’une grève de solidarité, c’est le Festival lui-même, dans son esprit et son fonctionnement, qui est radicalement mis en cause.

A midi, à l’initiative de J-L. Godard, l’occupation de la grande salle (celle où sont projetés les films de la sélection officielle) est décidée et réalisée. La salle se remplit et l’on vit dans l’attente de 2 nouvelles qui seront déterminantes pour le cours ultérieur des événements. Quelle sera la décision du jury qui délibère sur ses actions futures ? Les réalisateurs et les producteurs accepteront-ils de retirer leurs films de la compétition ? Cette attente est meublée de débats au cours desquels s’affrontent de plus en plus vivement les «réformistes» et les «radicaux».

L. Malle revient dans la grande salle et annonce que le jury, au terme de ses délibérations, enregistre la démission de 4 de ses membres : M. Vitti, R. Polanski, Terence Young et lui-même.

Ducôté des «camarades-producteurs», certains se font un peu tirer l’oreille et tentent de s’opposer à ce qu’ils appellent le «fascisme rouge». On évoque même la tentation de former une section spéciale pour éliminer les agitateurs.

Mais le nombre des réalisateurs qui veulent retirer leurs films du Festival ne cesse d’augmenter : Carlos Saura (*Peppermint frappé*), Alain Resnais (*Je t’aime, je t’aime*), M. Forman (*Au Feu, les pompiers*), Richard Lester (*Petulia*).

Robert Favre Le Bret, Délégué Général du Festival, fait une première déclaration : suite aux démissions de 4 membres du jury, le Festival cesse d’être compétitif. Mais il n’en continue pas moins et le public festivalier entre massivement dans la grande salle en réclamant la projection du film de C. Saura. Il est 15h30, l’atmosphère devient vite houleuse : le public est dans la salle, les participants aux débats sur la scène. Des bousculades se produisent. Quand vient l’obscurité, le film est lancé mais les images apparaissent sur l’écran à travers le rideau de scène qui reste partiellement fermé : C. Saura, Geraldine Chaplin (sa compagne), F. Truffaut, J-L. Godard ne ménagent pas leurs efforts pour en empêcher l’ouverture ! La projection doit s’arrêter. On rallume.

Deuxième déclaration de R. Favre Le Bret : les projections de l’après-midi et de la soirée n’auront pas lieu.

La grande salle est évacuée. Les festivaliers quittent le Palais, les manifestants se regroupent salle Jean Cocteau. Les discussions reprennent. Les partisans de la continuation du Festival parlent de nos «amis étrangers» pour qui Cannes est une magnifique vitrine qui renforce leur position dans leur pays d’origine. Mais c’est oublier qu’un grand nombre de ces «amis étrangers» (C. Saura, M. Jancso...) rejoignent avec ardeur les mouvements de protestation. Vers 19h30, la séance est interrompue. Deux événements contradictoires se produisent alors. Une délégation conduite par Henry Chapier obtient de R. Favre Le Bret la transformation de la salle J. Cocteau en enclave libre de discussion tandis qu’un certain nombre de producteurs (Mag Bodard, Christine Gouze-Réнал, Claude Lelouch) donnent à nouveau leur autorisation pour que les films soient projetés... si les réalisateurs y consentent.

La séance reprend, salle J. Cocteau, à 21 heures. Elle se poursuivra pendant une partie de la nuit sans que les 2 parties

(ceux qui veulent que le Festival continue et les partisans de la grève totale) puissent trouver un accord.

Le lendemain, nouvelle réunion dans la petite salle. Les partisans de la continuation se rendent compte que l'ordre établi est en train de craquer. A Cannes, comme dans le reste de la France, tout peut s'arrêter.

A midi, troisième et dernière déclaration de R. Favre Le Bret qui, s'estimant dans l'incapacité de poursuivre le Festival, en annonce la clôture. Nous sommes le 19 mai. Il est douze heures.

Que reste-t-il de Cannes 1968 ?

Cinématographiquement parlant, la création en 1969 de la Quinzaine des Réalisateurs. Organisée par la Société des Réalisateurs de films fondée en 1968, elle reste, aujourd'hui encore, un incontestable espace de liberté.

Sociologiquement, un reflet de l'air du temps, un temps où l'on parlait et où l'on se parlait.

Quarante ans après, on nous parle.

Après les paroles errantes, la Parole du Pouvoir !

Article de *La Marseillaise*, 21 juillet 1968. Alors que la contestation du Festival de cinéma de Cannes a été menée à chaud par les réalisateurs eux-mêmes, pendant les grèves, celle du Festival d'Avignon intervient après le mouvement, avec une participation importante de la mouvance nationale d'extrême gauche, dans un climat extrêmement tendu de dénonciation, d'injures et même d'affrontements physiques. Le PCF dénonce la collusion des « agitateurs gauchistes » et de la réaction.



AVIGNON

LA FÉDÉRATION COMMUNISTE DU VAUCLUSE DÉNONCE

**LE COMLOT
CONTRE
LE FESTIVAL**

Nouveaux incidents au Festival d'Avignon. Pour la seconde fois en deux jours, les C.R.S. sont intervenus (notre cliché). « Pouvoirs publics, réaction avignonnaise, agitateurs gauchistes se partagent le travail », déclare la Fédération de Vaucluse du Parti Communiste Français qui dénonce le complot contre le Festival.

En dernière page, les articles de nos envoyés spéciaux : Emile BRETON et Robert DUBROU.

Chronologie sommaire des événements de mai-juin 1968 en Provence

Établie par Jean-Claude Lahaxe

3 mai

Paris : accrochages entre étudiants et forces de l'ordre.

7 mai

Grève des étudiants de la faculté de lettres d'Aix et des lycéens de Marseille.

8 mai

Défilé de soutien aux étudiants parisiens (Association générale des étudiants de Marseille et SNES-SUP).

10 au 11 mai

Première nuit des barricades au Quartier Latin.

11 mai

Marseille : le Mouvement étudiant du 11 mai déclare œuvrer, « hors des limites imposées par les organisations traditionnelles » et dans le respect « de la plus grande démocratie ».

13 mai

Grèves et manifestations « contre la répression » à Aubagne, Aix, Arles, Berre, Marseille (CGT, CFDT, FEN, CGC et FO), Martigues (CGT, CFDT, FEN, participation de l'équipe du film *Le temps de vivre*), Miramas, Port-de-Bouc (UNEF, SNE-SUP, FEN, SNI, CGT, PCF, FGDS, association des parents d'élèves, municipalité), Port-Saint-Louis, Salon, Saint-Chamas, Istres (SNI, FEN, UI CGT, FO, association des parents d'élèves, élus municipaux PCF et FGDS, Libre pensée).

14 mai

Début des occupations d'usines (Sud-Aviation Bouguenais près de Nantes).

15 mai

Martigues : défilé des élèves du lycée Langevin et des CET de Port-de-Bouc et de Marnagnane avec des syndicalistes enseignants et un représentant de l'UNEF.

18 mai

UD CFDT des Bouches-du-Rhône : la lutte doit déboucher sur « une société pleinement démocratique » et « une économie de caractère socialiste ».

20 mai

Marseille : grève des marins. Gardanne : mine paralysée, occupation de l'usine Péchiney (CGT, FO participe seulement aux piquets de grève). Port-de-Bouc : occupations, défilé et formation d'un comité central de grève. Lavéra : arrêt de BP et de Naphta Chimie. UD FO des Bouches-du-Rhône : éviter « les excès d'éléments ou d'organismes irresponsables » et préserver un aspect « strictement revendicatif » au mouvement. Gaston Defferre : si les étudiants étaient révolutionnaires, ils auraient occupé l'Élysée, Matignon et l'ORTF. Antoine Andrieux : « on approche de la crise de régime ».

20 et 21 mai

Grèves des employés municipaux (Aix, Arles, Aubagne, Martigues, Port-de-Bouc, Hyères, Draguignan, Saint-Raphaël, Toulon, Avignon, Cavaillon, Digne...)

21 mai

Grève des douaniers CGT, CFDT, FO et Autonomes de Marseille. Les enseignants du CET de Port-de-Bouc arrêtent les cours mais accueillent les enfants, ceux du CEG Henri Wallon de Martigues rassurent des parents inquiets (examens et risques de débordement).

UD FO du Var : prête à participer « dans un climat rénové et assaini à une concertation la plus large possible et à déterminer une politique sociale et économique qui répondra aux aspirations des travailleurs ». Fédération PCF des Bouches-du-Rhône :

« plan démocratique de développement économique et social », « large participation des citoyens aux décisions concernant la vie nationale », accords entre partis de gauche « sur la base d'un programme commun de gouvernement au contenu social avancé ». Martigues, association des parents d'élèves des CEG : l'agitation « inconsidérée » des élèves de CEG n'est pas « légitime, déterminante et raisonnable ».

22 mai

Orange : manifestation (CFDT, CGT et FO). Carpentras et Tarascon : grève des municipaux. Martigues : rassemblement, grève des enseignants, mouvement des pêcheurs. Port-de-Bouc : manifestation (revendications et gouvernement de gauche), mise en garde « contre toutes entreprises de diversion, tout mot d'ordre irresponsable ». Toulon : 30 000 personnes défilent.

Le Provençal : ruée vers les pompes, les caisses d'épargne et les banques, stockage de denrées alimentaires.

23 mai

Saint-Auban/Château-Arnoux, conseil municipal : secours aux familles de grévistes et nouvelle grille pour les emplois communaux.

22, 23 ou 24 mai

Meeting pour le retour de Daniel Cohn-Bendit en France au kiosque de la Canebière (Mouvement du 11 mai, UNEF, SNE-SUP, syndicat CGT du personnel de la faculté).

24 mai

Marseille et Martigues (présence des maires communistes de Martigues, Port-de-Bouc et Port-Saint-Louis et de Georges Lazzarino, secrétaire fédéral et CC du PCF) : manifestations pour peser sur les négociations de Grenelle et pour un gouvernement d'union démocratique. Draguignan, Martigues, Septèmes : ramassage des ordures « par solidarité avec la population » par les municipaux grévistes. Ceux de Marseille cessent le travail.

Martigues : petits commerçants, artisans et patrons de PME invités à cesser toute activité, à « ne pas s'associer à l'affolement injustifié de certains consommateurs ». UL CGT de Marignane : vigilance « face aux manœuvres de certains commerçants qui tentent par des prix frauduleux de compromettre la lutte des tous ». Berre, MODEF : refus des importations « abusives », abrogation de la TVA, prestations de la Sécurité sociale à 80 %, impôts allégés, fin des tracasseries administratives, contre l'exode rural (ne devenir « ni manœuvres ni chômeurs »). Les ouvriers « doivent manger à bon marché », les trusts ne pas faire des bénéfices « qui font mourir tout le monde ». Fin de la « politique de grandeur » (bombe, château de Brégançon...).

A Paris, deuxième nuit des barricades.

25 mai

Rassemblements : Brignoles (CFDT, CGT, FO et FEN), Manosque (intersyndicale), Martigues (CAL de Langevin).

Avignon, Auriol, La Ciotat : aide des municipalités aux grévistes. Ud mutualiste de la CGT : soins gratuits dispensés aux grévistes dans ses centres.

26 mai

Port-de-Bouc, Le Rove, Châteauneuf : réunions (PCF) pour un gouvernement d'union démocratique.

Naphta Chimie (Lavéra) : FO regrette de devoir se battre pour les 40 heures obtenues en 1936.

27 mai

Refus des protocoles d'accord de Grenelle. Meeting au stade Charléty.

Orange : meeting à l'appel des comités de grève. Toulon : manifestation unitaire. Carpentras : les municipaux CFDT servent dans une cantine. Ud CGT des Bouches-du-Rhône : refus de participer à la manifestation étudiante (Mobiles).

Motion pour un gouvernement de gauche : maire de Martigues, SFIO, PSU, radicaux, CGT, CFDT, SNES, SGEN, SNLC, SNI, Ligue des Droits de l'Homme, Libre pensée, Union rationaliste et AIL.

28 mai

Manifestations : Saint-Tropez (CGT, FO et FEN), Salon, Martigues (FEN, SNES, SGEN, SNI, CAL, Associations des parents d'élèves, AIL pour une réforme démocratique de l'enseignement).

Carpentras, conseil municipal : 30 000 francs aux grévistes. Marignane, conseil municipal en l'absence du maire : ouverture sous la pression de la cantine aux enfants de grévistes. Martigues : pour éviter la carence de produits alimentaires, mise en place d'une commission (un conseiller municipal, un membre du comité de grève et un représentant de l'association des commerçants).

29 mai

Meetings pour un gouvernement incluant les communistes : à Marignane (CGT, SNES, SNI), à Martigues (UL CGT), aux Mobiles à Marseille (CGT, CFDT, FEN, l'UNEF). Avignon, municipaux FO : poursuite de la grève mais refus de participer à la manifestation organisée par la CGT, la CFDT, la FEN et l'UNEF. Marseille : la municipalité demande à l'armée d'enlever les ordures. Martigues : le comité de grève inter raffineries décide de délivrer des bons d'essence aux secteurs prioritaires.

30 mai

16 heures 30 De Gaulle dissout l'Assemblée nationale.

Manifestation gaulliste aux Champs-Élysées.

Meeting pour un gouvernement populaire à 17 heures à Berre.

Fédération Demaret de Martigues dans *Le Provençal* : satisfaction face au sérieux des élèves de terminale et volonté de continuer le dialogue avec eux et leurs enseignants.

31 mai

Pour un gouvernement populaire : rassemblement (Marignane) et assemblée intersyndicale (Istres).

Manifestation gaulliste à Marseille.

1^{er} juin

Avignon : manifestation (organisations syndicales). Cavaillon : rassemblement en présence du maire Fleury Mitifiot (tendance socialiste).

Reprise du travail à la CFR (La Mède). Retour de l'essence à Martigues.

Port-De-Bouc : le SNI dénonce l'appel à la guerre civile lancé par les Comités d'action civique et demande la formation d'un gouvernement de gauche.

2 juin

Fin de la grève à BP (Lavéra).

3 juin

Miramas : meeting à la Bourse du Travail de Miramas contre la manifestation projetée par le comité d'action civique local (municipalité gaulliste). Brignoles : reprise des employés municipaux.

4 juin

Reprise du travail : municipaux de Carpentras et Marseille (FO), mineurs de Gardanne (à une courte majorité), à Naphtachimie (Lavéra).

Martigues : le SNI favorable à la proportionnelle pour les législatives. Ud FO des Bouches-du-Rhône : dans les négociations « la personnalité des syndicats FO doit être préservée ».

5 juin

UD FO des Bouches-du-Rhône opposée aux comités intersyndicaux.

6 juin

Reprise des municipaux (Cavaillon, La Seyne, Arles), des cheminots (Port-de-Bouc, Miramas).

7 juin

Aix-en-Provence : reprise des municipaux FO. Gardanne : occupation par les forces de l'ordre de l'usine Péchiney évacuée par les grévistes.

10 juin

Reprise des municipaux de Martigues.

11 juin

Reprise des dockers de Port-de-Bouc.

11, 12 juin

Mouvement du 11 mai : meeting à la faculté Saint-Charles pour soutenir les grévistes de Flins et de Sochaux et les étudiants parisiens.

17 juin

CAL de la Commune de Paris (nom donné au lycée Thiers) : manifestation à la faculté Saint-Charles.

20 juin

Reprise du travail sur le port de Marseille.

23 et 30 juin

Victoire gaulliste lors des élections législatives.

Notes de lecture : autour de mai 68

Gérard Leidet et Ludivine Bantiny

Le quarantième anniversaire de mai 68 aura suscité une quantité considérable de publications (plus de quatre-vingt livres ont été annoncés, sans compter la place que les revues ont consacré aux « événements »)¹. Nous avons souhaité revenir sur quelques ouvrages qui ont su se singulariser : de trop nombreuses présentations de la période se limitent au mouvement étudiant et font appel quasi exclusivement aux « grands acteurs » de l'unique scène parisienne. Les précédents épisodes commémoratifs étaient déjà fortement centrés sur ces témoignages d'acteurs ou sur des essais interprétatifs. Peu de livres d'historiens en tant que tels émergent². Cette année, plusieurs équipes ont mutualisé leurs recherches pour mieux comprendre « Mai 68 » et plus largement – on le verra ci-dessous – les périodes qui ont précédé et suivi l'événement.

Antoine Artous, Didier Epszajn, Patrick Silberstein, *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 2008, 900 p., 30 euros.

Avec cet ouvrage collectif, l'équipe de chercheurs rassemblée par les éditions Syllepse a choisi la forme du dictionnaire en se plaçant dans un temps qui dépasse la seule année 68 : celui de la « longue décennie 1967-1981 ». Avant de feuilleter les nombreuses entrées – plus de quatre-vingt ! – qui constituent le corps du dictionnaire, quatre textes présentent la démarche qui a prévalu à l'écriture de cette véritable « encyclopédie de la contestation ».

L'avant-propos signé D. Epszajn et P. Silberstein, « L'actualité des possibles », assume l'aspect militant, engagé de l'ouvrage en le présentant comme le passage de témoin d'une « dernière génération d'octobre » selon l'expression de B. Stora. Cette décennie ne fut pas celle des « illusions » - même s'il y en eut - mais plutôt celle de l'action individuelle et collective conjuguées pour faire refleurir la « gerbe des possibles » (H. Lefebvre). Entre l'oubli et le déni, l'un des enjeux de l'ouvrage est de faire ressurgir le « mai des prolétaires ». Il y parvient très bien en remplaçant l'histoire de mai 68 dans une période qui dépasse celle des événements et dans des lieux bien plus divers que le quartier Latin.

.....

1. Parmi lesquelles : *L'Histoire*, « le monde tremble » ; *L'Humanité-hors série*, « Mai 68, non, ce n'est qu'un début » ; *Télérama-hors série*, « Mai 68, l'héritage » ; *le Magazine littéraire*, « les idées de mai 68 » ; *Le Monde de l'Éducation*, « 40 ans après, la révolution réac » ; *Politis* qui a passé en revue quelques « bons » ouvrages sur Mai.

2. Signalons à cet égard les ouvrages de Hamon et Rotman, *Génération : les années de rêve* ; Paris, Le Seuil, 1987 ; J.P. Le Goff ; *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998. Par ailleurs les ouvrages de Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*. Bruxelles, Complexe, 2005, et de G. Dreyfus-Armand, R. Franck, M.F. Lévy et M. Zancarini-Fournel, *Les années 68, le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000, ont été pionniers en ce qu'ils ont permis de penser les « années 68 » en articulant l'étude de la contestation avec celles des changements profonds de la société, des cultures politiques et des modes de vie.

L'introduction d'Antoine Artous revient sur les «longues années 68» et sur les interprétations qui ont pu – bien que divergentes – figer la périodisation et en «dénaturaliser» la vision. Le travail historique sur la période a été remplacé par «l'accumulation des interprétations de mai».

Le texte très dense (près de 60 pages) du regretté J. Kergoat, «sous la plage, la grève», est la réédition d'un texte paru en 1978 et repris en 1988. Il n'a rien perdu de sa pertinence, du tournant de 58 avec l'avènement d'un État fort aux formes de luttes étudiées (occupations des usines, apprentissage de la démocratie, «faible» niveau d'auto-organisation...) en passant par l'autre tournant de 1963 – grève des mineurs –, l'auto-gestion et le rôle des cadres... De plus cette réédition est l'occasion d'un dialogue stimulant avec R. Mouriaux. («un pavé dans la mare des lieux communs», p 89-94).

Reste au lecteur à pénétrer dans les 85 entrées du dictionnaire qui vont bien au-delà de la description des acteurs et organisations de mai; on y trouvera aussi des notices bien venues sur le cinéma, la psychiatrie, les paysans, la critique du sport, les débats autour de l'école...

Au total, un livre tourné aussi vers le présent et qui constitue l'une des belles surprises de ces 40 ans de mai 68 dans la mesure où – aux dires des auteurs – «cet anniversaire de mai n'est [donc] pas celui d'une commémoration, ou d'un rappel nostalgique, mais celui de l'actualité sociale et politique...».

Gérard Leidet

Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai juin 68*, Paris, Ed de l'Atelier, 2008, 445 p., 27 euros.

«*Connaissez-vous vraiment mai 68?*», c'est la question que pose le bandeau qui accompagne ce livre collectif réalisé par près de 30 collaborateurs. La réponse devient positive après la lecture de cet ouvrage qui apporte sur les acteurs collectifs et individuels, sur la connaissance des événements et des rapports sociaux, sur les ruptures opérées une somme d'analyses pertinentes et souvent passionnantes. Le Prologue- «*Mai/juin 68 en France, le temps de comprendre*»- cherche à «restituer à Mai/Juin 68 en France son tranchant. Non pour des raisons politiques, mais parce que l'analyse de l'événement historique l'impose».

L'introduction, «*crise du consentement et ruptures d'allégeance*», due à la plume de B. Gobille³ aborde les questions vives: celles des héritages dans lequel Mai 68 jouerait un peu le rôle de la Révolution Française, celles des «fantasmes sociaux» qui entourent un événement trop méconnu, enfin la querelle des interprétations de mai⁴. L'évolution des rapports au sein des familles, de l'école, de l'Eglise, des partis et des syndicats ouvriers est là pour montrer qu'il y a bien un avant Mai 68 et que 68 ne constitue pas une rupture de l'autorité car les évolutions furent préalables.

Le livre est divisé ensuite en trois parties. La première, «*crise des rapports d'autorité, trajectoires critiques et formes symboliques (1945-1968)*» prolonge l'introduction de B. Gobille. Les chapitres consacrés notamment aux premiers essais de démocratisation de l'école – «transformations de la discipline dans un lycée de Province», à la crise des institutions religieuses, à la grève emblématique de Rhodiacéta en 1967, à la question étudiante et à la crise de l'UEC- dont l'autonomie finit par être «confisquée»- etc., font entendre les premiers «craquements» prémonitoires.

La deuxième, consacrée à l'événement lui-même et sans sous-estimer l'ampleur d'une grève ouvrière qui demeure sans «lendemain mémoriel» aborde les aspects «multiformes» de la révolte (cinéma, expérimentations pédagogiques...) ou méconnus (Mai 68 vu du côté du pouvoir Gaulliste).

La troisième partie, «*subversions en pratiques. (1968-1975)*» analyse les années d'après.

«Des Gauchismes» – le pluriel est important nous explique Isabelle Sommier- aux soixante-huitards «ordinaires», en passant par «l'insubordination ouvrière⁵» de ces années – là, le monde ouvrier n'est pas oublié. Et l'analyse se poursuit en direction du monde rural, du journalisme, des théâtres et autres lieux d'écritures... tant il est vrai que la manière d'être femme, de travailler, d'enseigner, de s'engager ou de penser son corps ne sera plus jamais comme avant... Entre-temps en effet, la «crise du consentement» et les «ruptures d'allégeance» chers aux auteurs avaient irrigué la société française pour que les dominés de tous les milieux prennent la parole et transforment leurs vies «hors des limites assignées par les pouvoirs».

Gérard Leidet

Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68: essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 378 p., 22 euros.

C'est un formidable travail de recherche, écrit avec élégance et précision, que livre Xavier Vigna avec cet ouvrage issu de sa thèse. Il y arpente un champ historiographique en heureux renouvellement,

.....
3. B. Gobille a publié dans le même temps une courte (120 p.) mais très convaincante synthèse sur «*Mai 68*» aux éditions *La Découverte* dans l'excellente collection «*Repères*».

4. Les premières interprétations «produites à chaud» étaient diverses. Par la suite dominant des «interprétations gouvernées pour l'essentiel, par les intérêts présents d'entrepreneurs de mémoire cherchant à légitimer leur propre position ou leur propre évolution sociale et politique» (B. Gobille).

5. Nous renvoyons le lecteur à la note de lecture de Ludivine Bantigny, relative à l'excellent ouvrage que X. Vigna consacre à cette question.

l'histoire ouvrière, et une période, les « années 68 », encore insuffisamment explorée. Soucieux de délimiter des segments chronologiques signifiants, c'est donc à une autre « séquence » que l'auteur s'attelle, celle qui prend naissance autour de 1968 et s'achève en 1979 avec la défaite des sidérurgistes de Longwy et Denain. L'époque est à une véritable « centralité ouvrière⁶ ». L'usine comme lieu politique et les ouvriers comme groupe constituent dès lors le cœur de l'ouvrage, qui propose une réflexion passionnante sur la parole ouvrière et sur le déploiement d'une capacité politique forte.

Comme il se doit, l'auteur mobilise de nombreuses sources servant sa démonstration : archives de syndicats et de groupes politiques, archives du ministère du Travail, d'entreprises, de police, des renseignements généraux, mémoires, témoignages et films militants.

Pour décrire l'« immense bruissement » de mai-juin 1968, Xavier Vigna récuse la classique tripartition-succession crise étudiante/crise sociale/crise politique. Il rappelle que bon nombre d'ouvriers s'étaient déjà mobilisés plusieurs semaines avant Mai : la convergence entre étudiants et travailleurs en est facilitée. Peut-on parler pour autant de grève générale ? Les centrales syndicales n'y ont jamais appelé, n'en font ni une perspective ni un mot d'ordre. C'est bien à -et par- la base que la grève se généralise. De leur côté, les directions syndicales œuvrent surtout à contrôler et canaliser la mobilisation - elles s'opposent à la constitution de comités de grève susceptibles de les déborder - puis pour faire reprendre le travail.

Ce contexte et sa chronologie posés, Xavier Vigna consacre d'importantes pages à ce qu'il nomme « la scène gréviste ». L'« insubordination » - terme-titre qui aurait mérité quelques développements - se décline sous le sceau de la combativité et de la transgression. Durant la grève, les ouvriers se réapproprient l'usine. Ils y prennent le pouvoir et la parole. Bien sûr, cette « geste magnifiée » ne va pas sans résonance mémorielle explicite avec le Front populaire. Et ses retombées s'accompagnent d'une violente répression.

Mai n'en inaugure pas moins un nouveau répertoire d'actions et de luttes témoignant d'une inventivité sociale sur les « territoires de la grève⁷ ». Les occupations, sans se banaliser, deviennent autant d'« actes ritualisés » qui offrent aux ouvriers la possibilité de se réapproprier le temps et l'espace de l'usine. Il y a là autant de manifestations de la « colère ouvrière », autant d'exutoires à l'exploitation, autant de signes de fierté aussi. La virilité y est exaltée et exhibée. Mais les femmes mènent également des luttes, révoltes contre leur double statut de dominées, comme ouvrières et comme femmes. Le parallélisme peut être tracé ici avec l'engagement des ouvriers immigrés, révélateur de l'intense pénibilité qui caractérise leurs conditions de travail et dit bien « l'envers des Trente Glorieuses ».

Car c'est là l'occasion de dresser un panorama circonstancié des conditions de travail communes à la population ouvrière, qui entachent largement la mythologie de ces années bien moins « glorieuses » à cet égard qu'on ne l'a pensé. Xavier Vigna rappelle que la crainte du chômage ne date pas des années d'entrée en crise, mais bien de cette décennie 1960 que l'on a trop longtemps crue épargnée par ce fléau social. Le désarroi ouvrier en est rendu plus vivace. L'auteur aborde le sujet avec beaucoup de sensibilité, mesurant les effets de choc et de déstabilisation provoqués par un licenciement individuel ou collectif. Scellée par la dignité et l'éthos du travail, c'est toute l'identité ouvrière qui se dessine dans ce beau livre. Armée d'une conscience et d'une mémoire, soucieuse de solidarité et d'égalité - les ouvriers sont des « camarades » mais aussi des « frères » -, elle se révèle combative, extrêmement politique, forgée qu'elle est par la fierté du « nous ». Xavier Vigna ne fait pas qu'en rendre compte : il lui rend justice.

Ludivine Bantigny⁸

Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir), 68, une histoire collective (1962-1981), Paris, La Découverte, 2008, 848 p., 28 euros.

Nous rendrons compte de cet ouvrage fondamental dans la prochaine parution du bulletin de PROMEMO. La place manque ici pour dire les qualités de cette « histoire polyphonique » où la question sociale avec cette incroyable diversité des luttes et des aspirations donne à voir l'intensité des débats politiques dont cette double-décennie fut le théâtre.

Gérard Leidet

.....
6. « non pas seulement pour des raisons statistiques - les ouvriers forment alors la première catégorie socio-professionnelle avec 37 % des actifs - mais pour leur rôle social et politique décisif. »

7. Mises à sac de bureaux, séquestrations, renouveau de la pratique du sabotage qui indique une véritable « virtuosité ouvrière retournée » - car il y faut beaucoup d'habileté et de savoir-faire.

8. Nous remercions chaleureusement Ludivine Bantigny, maître de conférences à l'université de Rouen pour sa participation à notre rubrique « notes de lecture ». Elle a récemment publié *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des Trente Glorieuses à la guerre d'Algérie* (Fayard, 2007) ainsi que, sur Mai 68, « *Que jeunesse se passe ? Discours publics et expertises sur les jeunes après Mai 68* », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 98, avril-juin 2008 et « *Une jeunesse redemptrice. Interprétations et usages politiques de la contestation* (autour de mai-juin 1968) » (*Histoire@Politique* www.histoire-politique.fr, avril-juin 2008). Pour lire la totalité de ce compte-rendu que nous n'avons pu reproduire ici dans son intégralité, le lecteur peut se reporter à ce dernier site.



Affiche de «l'Atelier populaire de Marseille» pour le journal des comités d'action qui veulent à l'automne 1968 perpétuer l'esprit de Mai. À noter la préoccupation d'aborder des thèmes qui concernent la classe ouvrière (chômage en particulier).

Un petit tour sur le Web ouvrier

Patrick Hautière

*Isolé, aucun spécialiste ne comprendra jamais rien qu'à demi,
fût-ce à son propre champ d'études.
[L'histoire] ne peut se faire que par entraide.*
Marc Bloch.

Le site de *Dissidences*

Dissidences, bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires qui souhaite être un espace pour comprendre les différentes sensibilités et courants de l'extrême gauche (Depuis 1998, onze numéros simples et deux doubles ont été publiés. Le cinquième volume intitulé «Les Mai 68» paraîtra en novembre 2008. La date limite des envois des contributions est fixée au 15 octobre 2007.), a mis en place un site intéressant, www.dissidences.net, pour nos recherches dans le cadre de Promemo.

Animée par une équipe de chercheurs, d'universitaires et d'historiens ce site mérite d'être visité. Je vous conseille en particulier de parcourir les rubriques suivantes :

Liens : Cette page permet de recenser les différents centres de recherche, d'universités de centre d'archives liés au mouvement ouvrier avec le lien internet. De quoi alimenter cette rubrique de Promemo !

Actualités : Nous trouvons sur ces pages tout ce qui concerne les manifestations et colloques consacrés à l'histoire ouvrière, en particulier à Mai 1968. Tel est le cas du colloque international qui s'est tenu à Paris du 15 au 17 avril 2008. Organisé par le Centre d'histoire culturelle de sociétés contemporaines (Université de Versailles Saint-Quentin), l'Institut National de l'audiovisuel et le Laboratoire Communication et politique (CNRS), il fut consacré aux images et aux sons de Mai 68. Notons aussi parmi les manifestations signalées l'exposition réalisée par Jean Vigreux (Université de Bourgogne) sur le thème «Paysans, monde rural et Front populaire» (En ligne sur le site <http://tristan.u-bourgogne.fr>).

Citons parmi les autres initiatives :

«Le PSU vu d'en bas : réseaux sociaux, mouvement politique, laboratoire d'idée» en septembre 2008.

«Unité syndicale, fatalité de la division. France 1943-1995» les 28 et 29 novembre 2007.

«Syndicalisme et formations» à Amiens en janvier 2008.

«Les femmes dans l'action militante, syndicale et revendicative de 1945 à nos jours. Une promesse de renouveau au début du XXI^e siècle?», Université Lyon 2, 28 et 29 mars 2008.

«Force Ouvrière, acteur de la vie contractuelle et du paritarisme, fin des années 1950-début des années 1980» colloque organisé par le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle et la CGT-FO à Paris au premier semestre 2008.

Revue des revues : deux fois par an, cette rubrique regroupe des notes de lecture de différents cahiers et bulletins se rattachant au mouvement ouvrier et aux sciences sociales. La production est dense. Ne pouvant tout citer, je vous propose quelques références :

Aden. Paul Nizan et les années trente, «Intellectuels, écrivains et journalistes aux cotés de la République espagnole (1936-1939)», numéro 5, octobre 2006 (publication annuelle), 560 p. Plus fourni qu'une simple revue, cet ouvrage collectif doit être consommé avec modération. Question de temps !

Cahiers du mouvement ouvrier, «Juin 1936 : images de grèves», numéro 30, avril- juin 2006, 112 p. Ce dossier, décousu selon le coordinateur de *Dissidences*, reprend essentiellement des extraits de journaux de différentes régions présentant des actualités autour de grèves de mai- juin 1936. Sans liens peut-être mais probablement plus reposant que les études consacrées à Paul Nizan.

Le Débat. Histoire, Politique, Société et notamment le numéro 142, novembre/décembre 2006, consacré à l'extrême gauche avec les contributions, entre autres, de René Rémond, Michel Winock, Pierre Nora, Jean Pierre Le Goff.

Mil neuf cent, Revue d'histoire intellectuelle, numéro spécial autour de la Charte d'Amiens et du syndicalisme révolutionnaire, 2006.

Nouvelles Fondations, «Pensées politiques» (numéro 2) et «Intellectuels et communisme» (numéros 3 et 4), fondation Gabriel Péri.

Plusieurs revues citées effectuent un retour sur le CPE :

Critique Communiste, numéros 180 et 181.

Ni Patrie ni Frontières, numéro 16-17 (Voir www.mondialisme.org).

Que faire? numéro 4 de la revue du courant Socialisme par en bas de la LCR.

Notons le clin d'œil amical adressé au *Bulletin de Promemo* : «un bel ensemble qui valorise les recherches les plus récentes et laisse libre cours à des débats sur le mouvement social».

J'espère que ce bref aperçu du site de *Dissidences* vous donnera, ami lecteur, l'envie d'y faire une petite visite.